

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 5, DIM. 6, LUN. 7 MAI - N° 909

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## 23<sup>e</sup> congrès du PCF : Gérer la crise interne

Le 23<sup>e</sup> congrès du PCF — du 9 au 13 mai — sera incontestablement l'événement politique majeur de la semaine prochaine. Non pas qu'il faille s'attendre à des nouveautés sur la ligne politique — celle-ci est déjà définie, et par d'autres que les congressistes — mais bien parce que ce congrès constitue une étape pour le PCF, dans le développement de sa stratégie comme dans l'évolution de ses contradictions internes.

L'idée d'un programme de gouvernement commun aux partis de gauche a été lancée pour la première fois par Waldeck-Rochet, en 1959. Le 17<sup>e</sup> congrès, en 1964, en a fait son thème central. Les 20<sup>e</sup>, 21<sup>e</sup> et 22<sup>e</sup> congrès, en 1972, 1974 et 1976 ont été consacrés aux moyens à mettre en œuvre pour que le PCF accède au pouvoir, grâce à ce programme commun. Vingt ans après que l'idée eût été lancée, le 23<sup>e</sup> congrès a pour fonction d'unifier les militants sur les causes de l'échec de cette stratégie, et sur la (nouvelle) bonne manière de s'y prendre maintenant pour faire une union «solide et durable».

Tâche d'autant plus difficile pour la direction qu'on peut, en l'affaire, diviser la base du PCF en deux catégories : ceux à qui on a déjà fait le coup une fois, et qui sont enclins à mettre en doute les nouvelles certitudes de cette direction ; et ceux, beaucoup plus nombreux, qui ont adhéré sur la base d'un programme commun dont personne ne songe plus à nier la faillite.

La tâche se complique encore plus pour la direction si on prend en compte le fait qu'il lui faut déjà envisager un 24<sup>e</sup> ou un 25<sup>e</sup> congrès qui remettra en selle l'idée d'un accord — au sommet — avec le PS, puisque telle est la seule voie possible pour le PCF d'espérer accéder — un jour — au pouvoir.

Là est la première source des difficultés du PCF, et il n'y a rien d'étonnant à ce que les contradictions internes se soient développées au lendemain de la faillite d'une politique vieille de 20 ans.

D'autres questions ont surgi, que l'unanimité, ou la quasi-unanimité qui se dégagera du Congrès, ne saurait occulter. Comment croire que les interrogations sur le fonctionnement interne vont cesser, alors même que toute la préparation du congrès aura montré comment la direction sait s'y prendre pour marginaliser les points de vue et les militants critiques ? Comment croire que le «bilan global positif» de l'URSS est perçu comme tel par tous les militants du PCF alors que de mois en mois des faits nouveaux viennent prouver la nature impérialiste et sanguinaire du régime de Moscou ?

Ces interrogations-là, et d'autres encore, comme la manière dont le PCF se comporte face aux mouvements de lutte qu'il ne contrôle pas ou plus, sont trop profondes pour disparaître avec le 23<sup>e</sup> congrès. La direction le sait si bien qu'elle a déployé, depuis un an, une tactique bien spécifique. Elle gère la crise interne. Pas question d'exclure les opposants, non pas en vertu d'une soudaine conversion aux vertus de la démocratie interne, mais bien parce que l'exclusion d'opposants n'aurait eu comme seul effet que d'en faire apparaître d'autres.

De même, la direction ménage la chèvre et le chou sur les questions importantes : la crise est «avant tout nationale», mais en même temps, elle trouve ses racines dans «la stratégie de l'impérialisme». L'URSS est «socialiste» mais en même temps, il lui manque «la composante universellement nécessaire du socialisme : la démocratie». Le PS fait le lit du capital, mais en même temps l'alliance avec lui est présentée comme «indispensable». Le mouvement des femmes est «noyauté par les gauchistes et le parti socialiste» mais en même temps «c'est l'événement politique le plus important de ces dix dernières années». Etc., etc.

Suite page 16

## Les prévisions du gouvernement pour 1983

# PLUS DE 2 MILLIONS DE CHOMEURS



Depuis des mois, le gouvernement persiste à nous faire croire que le chômage va diminuer progressivement. Les faits, pourtant, sont têtus. Il n'y a qu'à prendre l'exemple des 27 000 licenciements programmés dans les bastions sidérurgiques !

En réalité, les experts économiques qui travaillent avec Raymond Barre prévoient une très nette aggravation du chômage dans les mois et même les années qui viennent : le commissariat au Plan estime qu'en 1983, il y aura dans notre pays entre 1 600 000 et 1 800 000 chômeurs officiels : la moitié en plus du nombre officiel actuel. Ce qui veut dire qu'en réalité, les artisans du 8<sup>e</sup> plan en préparation, tablent sur beaucoup plus de deux millions de chômeurs d'ici trois ou quatre ans, puisque aujourd'hui, les chiffres réels tournent autour de 1 600 000 chômeurs !

Comme explication complémentaire, on nous dit que le 8<sup>e</sup> plan sera le plus critique du point de vue démographique : jeunes classes encore plus nom-

breuses sur le marché du travail, départ des classes anciennes les plus creuses.

C'est possible, mais ce n'est pas aux travailleurs d'en faire les frais ! Comment accepter que les jeunes commencent leur vie active par des mois de chômage ? Comment accepter que les pré-retraites massives dans certains secteurs soient au bout du compte des suppressions d'emploi bien réelles ? Comment accepter que les diminutions d'horaires de travail hebdomadaire préconisées par la commission du Marché commun serve, comme il est dit, à éviter la fermeture simultanée d'un trop grand nombre d'entreprises ?

A coup sûr, le bout du tunnel n'est pas pour demain, les plans gouvernementaux le confirment. Faire échec à ces plans de chômage, c'est bien un des objectifs prioritaires, aujourd'hui, pour la classe ouvrière.

## LA DROITE MUSCLEE AU POUVOIR EN GRANDE-BRETAGNE

### Elections : victoire des conservateurs

En ravissant 43 sièges aux Travailleurs, les Conservateurs s'assurent une large majorité à la Chambre des Communes britannique. Sur la base de deux tiers des bulletins dépouillés, les dernières extrapolations, vendredi matin, donnaient 335 sièges aux Conservateurs, contre seulement 272 aux Travailleurs. Autre fait marquant, le recul sensible des Libéraux et des Nationalistes écossais.

## Essence : + 11 centimes dès ce week-end

Selon toutes probabilités, le comité des prix, qui se réunissait vendredi matin, a décidé une hausse des produits pétroliers. L'essence ordinaire passerait de 2,54 à 2,65 francs, le super de 2,75 à 2,86 francs, le gaz-oil de 1,72 à 1,79 franc, et le fuel domestique de 0,98 à 1,04 franc.





Le gouvernement envisage de regrouper à Montpellier les divers centres de recherche sur les techniques de fabrication et de conservation des vins qui existent actuellement dans plusieurs régions de France. *Sud* explique en quoi ce regroupement va nuire à un domaine pourtant essentiel : la recherche de tous les produits ou sous-produits qu'on peut tirer de la vigne.

#### LES DERIVES

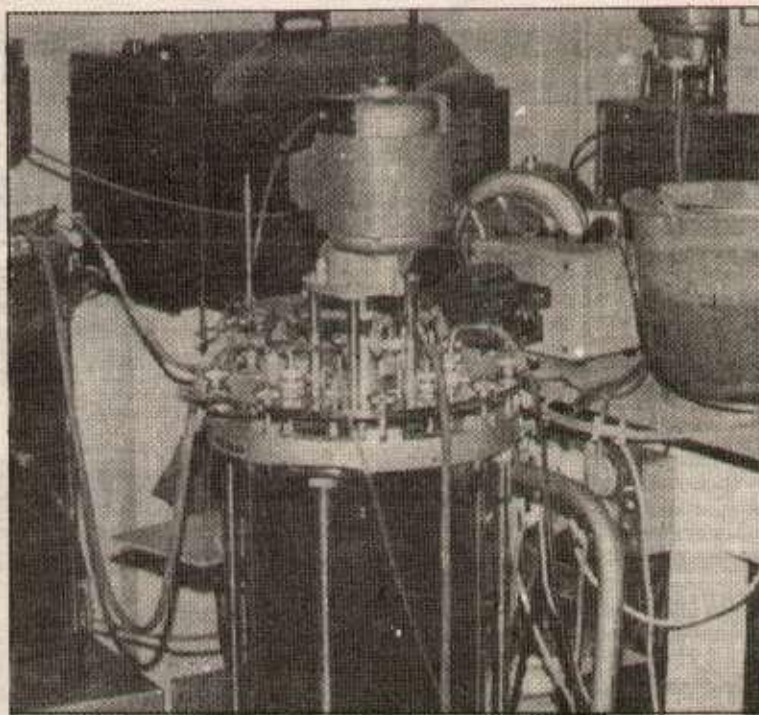
La recherche œnologique est plus que jamais essentielle pour la viticulture. C'est par exemple à la station de Narbonne qu'ont été mis au point deux procédés de vinification aujourd'hui adoptés dans certaines caves : ainsi, la macération carbonique, qui permet, à partir de la fermentation de grappes intactes dans des cuves de gaz carbonique pendant une dizaine de jours, d'obtenir des vins très aromatiques qui se stabilisent rapidement et sont très vite commercialisables. Une technique qui permet en outre de faire des économies au niveau des équipements des caves. Ou encore, la vinification par le chauffage des vendanges. D'autres recherches sont en cours sur la fermentation continue, la vinification spéciale des vins doux naturels, et — au niveau de l'ensemble des stations du midi — sur

l'élaboration et l'utilisation des concentrés.

Et puis, tout un secteur de la recherche balbutie, qui mériterait d'être poussé : celui des dérivés et sous-produits qu'on peut tirer de la vigne. Non pas que ceux-ci puissent un jour concurrencer ou seulement renflouer la production vinicole. Au mieux, leur exploitation peut représenter en effet 5 % du chiffre d'affaires total. Mais il ne faut pas les négliger pour autant. Des sarments aux marcs, en passant par les lies, la palette est grande de tout ce qu'on peut obtenir à partir de la vigne et qui constituerait un appoint non négligeable à l'économie régionale.

Actuellement par exemple, un chercheur de la station œnologique de Narbonne, J. Mourgues, étudie les différentes façons d'utiliser les marcs de raisin : d'abord, la fabrication d'alcool. Mais aussi, avec les pépins de raisin, on peut faire une huile alimentaire de grande qualité diététique (notamment contre le cholestérol). Le résidu de l'extraction de cette huile, le tourteau de pépin, peut à son tour servir à créer des aliments pour le bétail, des engrais, ou même, peut servir de combustible dans les huileries. Les pulpes, introduites pour 3 ou 4 % dans des aliments destinés au bétail, permettent d'obtenir un produit équivalent en teneur nutritive à une farine de luzerne de deuxième choix. Elles peuvent aus-

## La recherche bloquée sur l'utilisation des sous-produits de la vigne



Expérience de fermentation pour les résidus de distillerie.

si tout comme les rafles, finir en engrais.

#### ... DU JUS

Avec les sarments, on obtient une excellente pâte à papier. En utilisant tous les déchets organiques de la vigne et du vin, on peut, par fermentation anaérobie (à l'abri de l'air) obtenir du méthane, source d'énergie intéressante, et de l'humus pour régénérer les sols (voir *Sud* n° 158 : «Les

atouts du vent et du méthane») : un procédé là encore mis au point par les chercheurs de Narbonne, pour lutter — d'abord — contre la pollution des distilleries.

On peut encore, à partir du raisin, faire... du jus : mais les recherches entreprises à la station de Narbonne, ont été arrêtées. Pour l'instant, le débouché le plus connu chez les viticulteurs est la production d'alcool. Et pour cause : chacun d'eux est obligé de fournir

10 % de sa récolte à la régie nationale des alcools.

Régionalement, l'utilisation des dérivés et sous-produits de la vigne et du vin est très limitée : l'union des distilleries du Narbonnais produit ainsi du compost. A Olonzac ou Arzens, on fait des colorants. A Cuxac, de l'eau de vie de vin... On pourrait faire beaucoup plus. Un exemple : pour le seul département de l'Aude, qui produit environ 7 000 000 d'hectolitres par an, 10 000 tonnes de pépins secs peuvent être recueillies pour fabriquer 1 100 tonnes d'huile.

#### L'ENDROIT IDEAL

Il faudrait notamment revaloriser le rôle des distilleries coopératives qui sont l'endroit le plus idéal pour valoriser tous ces sous-produits. Il faudrait que les viticulteurs de base prennent aussi conscience de leur intérêt. Dans une politique globale prévue par les pouvoirs publics, comment les viticulteurs pourraient-ils se lancer dans ces productions complémentaires alors que l'Etat et les banques ne leur en fournissent pas les moyens ? Si cela se décidait à l'échelon régional...

A l'heure où se préparent les Etats généraux du Languedoc, il paraît primordial de ne pas oublier les préoccupations des chercheurs, des projets concrets basés sur les ressources inexploitées de la vigne.

# ROUGE

## Un accord dans la clarté

Dans son numéro de 1<sup>er</sup> mai, l'hebdomadaire *Rouge* lance la campagne pour les «Etats-Unis socialistes d'Europe» et publie le texte de l'accord réalisé avec *Lutte Ouvrière* pour présenter une liste commune le 10 juin prochain. Un «accord politique» bien curieux, quand on lit, à la même page du même journal, une violente critique des positions européennes de L.O., signée par Mandel lui-même, un des leaders trotskystes les plus connus. Nous publions des extraits de cette critique des positions de L.O.

L'explication de ce curieux accord réside peut-être dans un éditorial du même numéro, où il est dit que «les camarades de L.O. ont accepté de supporter la majeure partie des frais de cette campagne»...

«*Lutte de classe*», le mensuel édité par Lutte Ouvrière, publie dans son numéro du 8 avril 1979 un article qui cherche à minimiser la réalité et la portée du Marché commun. Il s'agit de justifier la prise de position de LO dans les élections européennes, qui concentre ses feux unilatéralement et exclusi-

vement sur le nationalisme et le protectionnisme.

Cet article contient plusieurs erreurs d'appréciation, dont découlent des conclusions dangereuses pour le mouvement ouvrier en général et le mouvement révolutionnaire en particulier.

Les camarades de LO en sont restés à l'analyse de l'internationalisation du capital telle qu'elle était faite par Boukharine et Lénine au cours de la Première Guerre mondiale. A cette époque, la forme d'organisation spécifique du capitalisme des monopoles était effectivement celle du «trust monopolistique d'Etat» (staatsmonopolistischer Trust), comme l'appelait Boukharine. Il s'agissait de trusts, produisant dans un seul pays et vendant leurs marchandises dans le monde entier (...).

Aujourd'hui, la forme typique du «troisième âge du capitalisme», c'est le trust multinational. La différence essentielle entre le trust multinational et le «trust monopolistique d'Etat», c'est que le premier produit dans de nombreux pays du monde à la fois. Les exportations de capitaux s'effectuent directement par

ces multinationales, plus que par les banques et les sociétés financières. Elles s'orientent vers l'industrie manufacturière plus que vers le secteur des matières premières. Les camarades de Lutte Ouvrière ne tiennent pas compte de cette modification structurelle. Ils n'en tirent point de conclusions politiques. Ou plutôt oui. Emboitant le pas, sans s'en apercevoir, aux théoriciens du PS et du PC, ils fournissent la justification du nationalisme tant détesté par LO, ils affirment : «C'est une évidence à rappeler que les plus grands trusts mondiaux implantés aux quatre coins de la planète, le sont devenus et le demeurent en partie grâce aux liens qui les lient à leur Etat national, c'est-à-dire à l'occurrence celui des Etats-Unis».

C'était vrai il y a vingt ans. Ce n'est plus vrai aujourd'hui. Parmi les 50 plus grandes sociétés «implantées aux quatre coins du monde», en 1977, il n'y en a plus que 22 qui sont américaines. 21 de ces multinationales étaient européennes et 5 japonaises (...).

Présenter le Marché commun comme une simple confédération d'Etats, voire une simple zone de libre-échange, comme

le font les camarades de LO, c'est présenter une vue statique des choses. C'est ne pas poser la question du sens de l'évolution. Les camarades de LO se contentent de dire : «Malgré les deux guerres qui les ont toutes également affaiblies, malgré leur déclin face à la montée de la bourgeoisie américaine disposant d'un marché national à l'échelle d'un continent, les bourgeoisies française, allemande, anglaise, etc., sont restées accrochées à leur Etat national de moins en moins puissants pourtant et à leurs frontières nationales, de plus en plus perméables pourtant aux capitaux américains».

De nouveau, l'analyse des camarades de LO retarde de 20 ans sur la réalité. Loin d'être en «déclin» par rapport aux USA, les impérialismes européens lui dament de plus en plus le pion. Les exportations de biens industriels (manufacturés) de la seule Allemagne dépassent déjà celles des USA. Les exportations de capitaux européens vers les USA dépassent chaque année, depuis 5 ans, celles des USA vers l'Europe. Le stock d'or et les réserves européennes dépassent de loin celui des USA.

(...) D'ailleurs, l'impasse dans laquelle se fourvoient les camarades de LO apparaît au grand jour quand on examine la réaction des gouvernements européens devant la crise économique : le protectionnisme. Entre 1929 et 1939, tous les gouvernements capitalistes d'Europe ont appliqué des mesures protectionnistes non seulement à l'égard d'importations venues de pays extra-européens, mais aussi à l'égard de marchandises venues d'autres pays d'Europe.

Est-ce que cela s'est répété depuis 1974 ? A-t-on interdit ou limité l'importation de produits sidérurgiques allemands, luxembourgeois, belges, anglais, italiens en France ou dans d'autres pays du Marché commun ? Pour l'essentiel, non, malgré la gravité de la crise. Les mesures protectionnistes ont visé essentiellement les importations venues de l'extérieur du Marché commun, non les échanges à l'intérieur du Marché commun. Le «plan d'assainissement de la sidérurgie» a été élaboré au niveau du Marché commun, par le Marché commun. Les camarades de LO pourront difficilement démontrer le contraire (...).



Solmer (Fos-sur-Mer)

## 400 SIDERURGISTES CHASSENT LES CRS DE L'ENTREPRISE

Il y a une dizaine de jours, la direction de la Solmer à Fos-sur-Mer pensait casser la grève des aciéristes en annonçant le licenciement de 8 travailleurs, dont deux délégués ayant joué un rôle essentiel dans l'animation de la lutte.

Jeudi, la direction soumettait au vote du CE, comme la loi l'y oblige, le licenciement des deux délégués. Il y a eu 9 voix contre, 1 abstention (la CGC); la direction refusant de prendre part au vote; et d'expliquer pourquoi. Au cours de la séance du CE, plusieurs centaines de sidérurgistes ont investi la salle de réunion et retenu le directeur. Les sidérurgistes se promettaient de ne le relâcher que si les CRS, arrivés entre-temps, quittaient le périmètre de l'entreprise.

Jeudi 3 au matin s'est joué un épisode décisif dans la lutte à la Solmer. Une réunion du comité d'entreprise devait se prononcer sur les licenciements de Bernard Claireau, délégué CFTD et de Serge Dees, délégué CGT et envisager les conditions de la reprise du travail.

8 h : 400 travailleurs réunis devant le local du C.E. tiennent un meeting. A cette occasion, une famille d'Homécourt, de passage dans la région, témoignera de la situation en Lorraine. Vers

11 heures, un délégué quitte la réunion et informe l'assemblée des travailleurs que la direction ne cède pas un pouce de terrain sur cette question essentielle des licenciements. Aussitôt les cris fusent : «les patrons licencient, licencions les patrons, séquestration !» etc... et aussi d'autres mots d'ordre plus colorés ! Nous le disions dans les éditions précédentes, la combativité ne baisse pas à Solmer ; là, elle est même montée d'un ton. Les travailleurs investissent par la force le

local du C.E. et retiennent le directeur. L'exaspération est grande, les travailleurs entendent montrer directement au patron qu'ils sont déterminés à lutter pour obtenir satisfaction. Vers midi, les CRS et les gardes mobiles arrivent en force : la colère explose. Une porte latérale permet de se déplacer dans la salle du restaurant d'entreprise. Les cadres et employés non lock-outés y prennent leur repas. Le patron, Vidal, est conduit sous bonne garde ; c'est le face à face avec les forces de répression. Finalement un marché est conclu. Si les CRS et gardes mobiles quittent l'entreprise, Vidal sera libéré. Le mouvement d'évacuation tardant un peu, les travailleurs accourent vers les cars de CRS pour presser le mouvement d'évacuation. Les CRS s'en vont précipitamment. Vendredi matin se joue une autre partie tout aussi importante de la lutte. Le mot d'ordre de grève sera lancé et débattu par sec-

teur. Les coups bas de la direction sont attendus de pied ferme. Elle a déjà montré qu'elle ne reculerait devant rien ; en effet, n'ayant pas obtenu du C.E. le licenciement des deux délégués, la direction a annoncé son intention de les mettre à pied dès vendredi. Néanmoins, il semble bien que l'intervention policière à Solmer aura surtout servi à durcir la lutte. Jeudi, en fin d'après-midi, une réunion de popularisation de la lutte était convoquée par les syndicats à Istres, notamment à l'intention des nombreux sidérurgistes habitant la ville.

En tous cas, quelle que soit, vendredi à 4 h 30, la décision des sidérurgistes quant à la poursuite de la lutte, ce qui est important c'est que «la reprise» telle que l'annonçait la direction sur les ondes n'aura pas marché comme prévu.

Corr. Solmer  
(Fos-sur-Mer)

### Chantier du Réseau Express Régional

## 400 ouvriers en grève depuis 40 jours en plein Paris

«Nous avons déjà fait 7 ou 8 manifestations depuis quarante jours que nous sommes en grève. Jusqu'à maintenant, cela n'a pas servi à grand chose». Ainsi s'exprimait jeudi matin un ouvrier immigré employé par une des 7 entreprises qui creusent le tunnel entre la Gare du Nord et Châtelet dans le sous-sol parisien. La détermination des grévistes est pourtant intacte. En visitant le chantier en compagnie de quatre d'entre eux, on comprend aisément pourquoi ils veulent gagner cette lutte.

Une bouche de métro désaffectée, au coin de la rue Lafayette et du boulevard de Denain, sert de vestiaire. Au milieu des rats, la RATP a fait disposer des baraquas en tôle, des bancs et de grandes tables : ce sont les réfectoires. Pour la plupart, les douches ne fonctionnent plus depuis longtemps. Elles sont pourtant absolument indispensables. Les conditions de travail sont en effet très salissantes et dangereuses pour la santé.

### LA SILICOSE EN PLEIN PARIS

Salissantes, c'est peu dire. Imagine-t-on que lorsque la foreuse, «l'alpine», perce le tunnel, que les «bills» repoussent la terre et que les coffreurs projettent le ciment contre les parois, il y a tellement de poussière qu'on n'y voit pas à un mètre malgré les néons ? «Tout cela on l'avale», nous dit un gréviste, «quand tu craches, c'est tout noir». Pire, il n'est pas rare que des ouvriers attrapent la silicose à force de respirer la poussière de granit. La médecine du travail c'est presque comme l'arlé-

sienne, on en parle toujours mais on ne la voit presque jamais. «Cela fait presque deux ans que nous ne l'avons plus vu. Comme par hasard, elle est venue avec le camion radiographique le premier jour de la grève. Ça tombait vraiment mal alors elle est repartie».

Les inspecteurs du travail ? Les chefs sont toujours prévenus de leurs visites, alors ils font arrêter les engins deux ou trois heures avant de telle sorte que la poussière et la fumée des engins diesel aient le temps de se disperser. «Quand les caïds de la RATP viennent en visite sur le chantier, c'est pareil».

Dès que les ouvriers ont annoncé leur intention de se mettre en grève, le groupement des entreprises a doublé les évacuateurs de fumées. Cela n'a pas suffi à faire reprendre le travail. On le comprend. Des ouvriers racontent comment en début de chantier, quand le tunnel est encore trop court pour que la perforatrice puisse creuser, on les fait travailler au marteau piqueur, 25 kg à bout de bras pendant presque 8 heures...

Pas une seule colonne

vertébrale ne peut résister à un tel traitement. «Le soir tu es tellement fatigué que tu te couches sans manger dès que tu arrives dans ta chambre» explique un gréviste.

### MANOEUVRES PATRONALES DE DIVISION SURMONTÉES

L'unité des 400 grévistes dans la lutte est remarquable, compte tenu de toutes les différences de situations existant entre eux. Le chantier a en effet été confié à 7 entreprises par la RATP. 7 entreprises pour 400 ouvriers utilisés sur les chantiers de la Gare du Nord et du Faubourg Poissonnière. Faut-il préciser que les rémunérations ne sont pas les mêmes d'une entreprise à l'autre, ni même au sein de la même entreprise ? Deux grévistes employés par le même patron, avec la même qualification, n'ont pas le même salaire de base. C'est ce que leur patron appelle la fourchette ! Autre moyen de division : les primes de rendement. «Les chefs les donnent ou les retirent, à la tête du client. Au moins accrochage avec un chef, il note ton nom et il te diminue ta prime». Celle-ci peut varier de 600 F d'un ouvrier à l'autre. Malgré toutes ces divisions artificielles que le patron essaye d'introduire, malgré les très nombreuses nationalités différentes travaillant côte à côte, malgré la dispersion sur deux chan-

tiers et le travail en trois équipes, les 400 ouvriers, presque tous immigrés, ont à la quasi unanimité, décidé la grève, le 23 mars dernier. Outre l'intégration des primes dans le salaire de base, les grévistes et leur syndicat CGT demandent aussi des augmentations équivalent à environ 300 F par mois.

### LES PATRONS JOUENT LES MÉPRIS

Les patrons des sept entreprises attendent le pourrissement de la grève. Au début, l'un d'entre eux déclarait cyniquement : «Tant mieux, je perds moins d'argent quand vous ne travaillez pas». Depuis, il y a eu sept ou huit manifestations devant le siège de chacune des entreprises sans que cela fasse reculer aucune d'entre elles. Les grévistes se sont également rendus mercredi dernier à FR 3 - Ile de France afin d'exiger que l'on parle d'eux. On leur a fermé toutes les portes au nez. Ce silence des moyens d'information alors que les grévistes et leur syndicat CGT ont déjà diffusé des milliers de tracts dans toutes les gares, les révolte particulièrement. Ajouté à l'intransigeance patronale, cela fait réfléchir. Jeudi, plus d'un semblait avoir conscience que les choses ne pouvaient pas durer ainsi éternellement. «En tous cas» disent-ils, «nous ne céderons pas les premiers».

François MARCHADIER

Sur le chantier de la centrale de Braud

## Où iront les ouvriers le gros œuvre terminé ?

Les ouvriers de la centrale de Braud sont très inquiets de leur avenir. L'an dernier, les ouvriers de Spie Batignolles Dumez avaient obtenu, après une grève très longue, une augmentation de leur prime de grand déplacement. Travaillant cet hiver dans de très mauvaises conditions, ils avaient coulé jusqu'à 23 000 mètres cube de béton. Aussi, par de nombreux débrayages, ils demandaient une prime de productivité ainsi que 10 F supplémentaire de déplacement. La direction offre 6 F et les ouvriers ont continué leurs débrayages. La direction, le 12 avril, a répliqué en renvoyant chez eux les cadres techniques. De ce fait le chantier a été lock-outé mais cela ne freine pas la combativité des ouvriers. Et la grève a repris au moment de la pose de la seconde moitié du dôme du premier réac-

teur. Pour la direction, c'est une «faute grave» et elle a mis à pied 19 délégués, entamé une procédure de licenciement. La réaction des ouvriers de 13 entreprises qui travaillent sur le chantier — la grève — a obligé la direction à revenir sur sa décision.

Depuis, la tension reste très vive sur le chantier. Aux ouvriers maghrébins qui faisaient seuls la grève l'hiver dernier, se sont joints les ouvriers de Braud qui sont pour la plupart de petits paysans victimes de la crise du vin blanc. L'inquiétude est grande parmi eux, car une fois le gros œuvre des 4 réacteurs terminé, ils risquent de se retrouver sur le pavé. On parle déjà de licenciements pour la fin de 1979. Et des entreprises temporaires sont installées à Braud et à Saint-Louis pour recruter des ouvriers spécialisés.

## ● Blanchisseries de Grenelle Issy-les-Moulineaux : nervis et chiens contre les grévistes

Jeudi matin, les ouvrières des blanchisseries de Grenelle, en grève depuis un mois pour une augmentation de salaire, entraînent dans l'usine. Aussitôt, la direction faisait donner ses nervis, avec leurs chiens policiers. Armés de bombes lacrymogènes, de matraques et de nunchakus, les nervis se lançaient à l'attaque contre les ouvrières. Deux grévistes étaient sérieusement blessés, mais les truands étaient contraints de se barricader dans les locaux de la direction. Bientôt, 1 500 personnes alertées arrivaient sur place, en particulier de Renault Billancourt. A 12 h 30, le visage masqué, les nervis décampaient avec leurs chiens. C'est dans cette entreprise qu'il y a un mois, le patron déclarait : «Moi, je suis au dessus des lois. Les lois sont faites pour vous les ouvriers. Je commande : je vous ordonne de travailler, d'obéir et de vous taire...».

## ● Lock-out chez SABLA à Loyette (Ain)

La direction de l'entreprise SABLA (fabrication de béton armé), à Loyette, dans l'Ain, a décidé de lock-outer ses ouvriers en grève de 3 heures par jour depuis le 26 mars. Ces 3 heures de grève étaient fractionnées, le patron exigeait qu'elles les fassent d'affilée ! «La fabrication est impossible» dit-il... Et il lock-oute, tout en faisant faire une partie du travail par la maîtrise.

## ● Chartres : nervis contre les grévistes de l'usine SAM

Une quinzaine de nervis ont agressé les grévistes de l'usine SAM de Ouiseme, près de Chartres, jeudi. Plusieurs grévistes ont été blessés, ainsi que le secrétaire de l'UD CGT.



## LUTTES OUVRIERES

Sotracomét, Maizières-les-Metz :

SE DONNER LES MOYENS  
DE LUTTER POUR L'EMPLOI

Les dernières initiatives des «Sotra» ont connu un succès certain. Tout d'abord, samedi dernier, l'assemblée-débat sur le thème «s'unir contre le chômage» a permis une discussion très intéressante sur la politique des ANPE et des ASSEDIC, sur le respect des droits acquis et la perspective d'unité de lutte des travailleurs et des chômeurs. Le 30 avril, ce sont près de 2 000 travailleurs, jeunes et familles populaires, qui ont répondu à l'appel des «Sotra» pour le gala de soutien avec Gilles Servat, organisé dans l'entreprise. L'accueil à l'intervention très combative et très riche de la CFDT-Sotracomét et aux chansons de lutte de Servat a été très chaleureux. Ce gala s'est terminé par une vibrante Internationale reprise par les participants. La journée portes ouvertes du 1<sup>er</sup> mai a permis, autour de nombreux stands et de spectacles de qualité (notamment la pièce de théâtre de la troupe des Trois Vallées retraçant la lutte des «Sotra») de regrouper plusieurs centaines de personnes.

Le succès de ces trois initiatives a fait la preuve du large écho de sympathie que rencontrent les Sotra dans la région. Il faut dire que leur lutte engagée depuis plus de trois mois est riche d'enseignements.

UNE VIGILANCE  
JAMAIS DEMENTIE

En mai 1976, après une lutte longue et âpre, les Sotra avaient pu imposer le redémarrage de l'entreprise ; Gandois, lui-même, alors PDG de Sacilor, avait dû se mouiller pour cette reprise, jugeant qu'il valait mieux céder plutôt que l'exemple des Sotra donne des idées à des travailleurs d'autres boîtes... Malgré tout, la lutte des Sotra, alors que les petites boîtes de la métallurgie étaient atteintes de plein fouet par les plans de restructuration des barons de l'acier, n'allait pas tarder à susciter des vocations : nombre de ces entreprises ont connu des occupations, des luttes dures avec participation extrêmement active des travailleurs.

L'entreprise reprend donc vie avec 5 actionnaires dont Sacilor (25 %) et un certain monsieur Munch (25,5 %). Les patrons de la sidérurgie se vantent alors de «leur action pour créer des emplois», mais derrière cette propagande de pacotille, l'affaire Sotracomét leur permet de bénéficier d'une main d'œuvre capable pour construire leur nouvelle coulée continue à Sollac-Sérémange.

Ce travail pour le plus gros effectué, dès mai-juin 1978, on

parle déjà de difficultés de trésorerie. En juin, Sacilor et deux autres actionnaires retirent leurs billes, Munch devient majoritaire. Les patrons tentent d'imposer le chômage partiel... Mais les Sotra obtiennent sa suppression. Fin septembre 1978, les menaces se font plus précises. Il est question de licenciements, Munch veut intégrer Sotracomét à son groupe. Il veut s'attaquer aux acquis des Sotra, il veut licencier à Sotracomét alors que dans ses deux autres boîtes on fait des heures supplémentaires ! Les Sotra se mettent en grève à 100 %. Le 7 décembre, Munch demande le dépôt de bilan... En attendant l'issue du règlement judiciaire, les Sotra reprennent le travail au ralenti. Un nouveau syndicat est nommé et cherche à faire trainer les choses. A chaque tentative de Munch, les Sotra répliquent immédiatement et massivement. Le 28 décembre, ils envahissent la salle de réunion où se tenaient les discussions avec le syndicat ; ils obtiennent entre autres le 13<sup>e</sup> mois qu'on ne voulait pas leur payer.

Le 19 janvier, ils occupent leur entreprise. Ils obtiennent, après manifestation à l'ANPE de Metz, d'être inscrits au chômage collectivement. Les exemples abondent : les Sotra ne se laisseront pas enterrer, jeter à la rue, démunir de tous leurs acquis conquis lors de leur première lutte, et notamment le paiement de la durée du préavis et de l'indemnité de licenciement. Le 23 avril ils ont obligé Munch, jusque

là introuvable, à s'asseoir à la table des négociations. Faire respecter les accords, c'est une première étape, un premier recul du patronat mais il reste la bataille pour l'emploi. Et là encore les Sotra ne veulent pas s'embarquer dans n'importe quelle «solution». Ainsi quand un patron «miracle», Petit-Jean, appuyé par Gallet, maire de Troyes, se proposera début mars, ils rejeteront sa volonté de vouloir les reprendre individuellement. Lors d'une porte ouverte le 4 mars vite mise sur pied et regroupant près de 600 personnes, ils dénonceront le passé d'escroc de ce patron et mettront à nu son projet : une fois faite la commande juteuse d'EDF de pylônes électriques, Sotracomét n'intéressait plus ce monsieur... Encore une opération patronale qui a fait long feu.

CONSTRUIRE L'UNITE  
OUVRIERE ET POPULAIRE

La volonté de lutte, l'unité des Sotra autour de leur section syndicale CFDT, la grande démocratie et l'esprit d'initiative qui ont marqué tout ce conflit, sont déjà autant de raisons suffisantes pour susciter une large sympathie. Mais ce qui est remarquable, c'est la constance avec laquelle les Sotra se sont liés avec les autres travailleurs : ainsi, les initiatives prises en direction des autres travailleurs de Munch, de Frouard, et de Homburg-Haut, entreprise où ils ont organisé des meetings dans des ateliers. Ainsi la solidarité constante et active avec les Soloci, avec qui ils ont des assemblées communes, avec les travailleurs en lutte de Bauknecht à Saint-Avoird, avec les sidérurgistes, les travailleurs de la centrale de Richemont... Soutien apprécié dans la région et mettant en lumière la nécessaire coordination des luttes. L'action entreprise pour réaliser l'unité actifs et chômeurs dernièrement, elle aussi, est riche d'avenir.

Faisons confiance aux Sotra, riches des derniers succès, pour être, dans la région, à la pointe des actions efficaces et offensives.

Corr. Thionville

## SONT PARUS :

Rebelles n° 16  
(mai 1979)

Le journal de l'UCJR

## AU SOMMAIRE :

- Journaux lycéens, journaux différents
- Les inculpations du 23 mars
- Silence, hôpital !
- Lycées : «Laissez passer les chômeurs de l'avenir !»
- Dunkerque : lycéens aux côtés des sidérurgistes
- Cinéma
- Musique : Rock and Pol

Passez vos commandes à :  
Rebelles, 57 rue Ordener Paris 75 018  
Prix : 3 F + Port

Front Rouge n° 6  
(mai 1979)Organe théorique et politique  
du Parti Communiste Révolutionnaire  
marxiste-léniniste

## AU SOMMAIRE :

- Crise et unité de la classe ouvrière (suite)
- 2<sup>e</sup> partie : les luttes ouvrières de 1968 à aujourd'hui
- Le PCF et l'Europe
- Chine : à propos du commerce avec les pays capitalistes
- Chine - Vietnam : les raisons du conflit
- La conception du rapport entre démocratie directe et délégation (suite) :
- 3<sup>e</sup> partie : problèmes de l'organisation politique du prolétariat. La social-démocratie allemande avant 1914

Passez vos commandes à :  
Front Rouge BP 68 75 019 Paris  
Prix : 15 F + Port

## CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

## CFDT : QUEL «RECENTRAGE» ?

## Le recentrage : une impasse

Au cœur de ce débat au congrès confédéral le recentrage stratégique de la CFDT amorcé par le rapport «Moreau» repoussé en janvier 1979 et effectué lors du CNC d'avril 1979. Notre secrétaire général, lors du CNC de mars 1979 intervenait à la tribune pour affirmer : «Aujourd'hui plus un seul militant CFDT n'est capable d'affirmer son accord avec l'ensemble de l'organisation».

Voici un effort de lucidité. En effet, parler de malaise et de confusion est faible à l'égard du désarroi ressenti par l'ensemble des militants et des syndicats face à la politique suivie par la Confédération. Cette situation est grave. Une politique d'action syndicale suppose un accord global de la part de ceux qui la mettent en œuvre, sur ses moyens et objectifs. Or, le moins que l'on puisse dire est que nous en sommes loin !

Certes, il est évident que l'après-mars nécessitait une adaptation importante de notre politique d'action dans un contexte nouveau, devant l'offensive résolue de la droite triomphante et la désunion politique de la gauche. Mais devait-elle conduire la confédération à prendre les initiatives que nous avons connues depuis un an : systématisation de la recherche de négociations «tous azimuts» avec le CNPF ou le gouvernement, déclarations léniifiantes sur le bon vouloir supposé du pouvoir, acceptation dans les faits de mesures gouvernementales portant atteinte aux travailleurs (sécurité sociale), attitude timorée pour créer les conditions d'une mobilisation unitaire d'ensemble des travailleurs contre les conséquences de la politique économique et sociale actuelle. Le refus de prendre une initiative interprofessionnelle unitaire, dynamique et convergente autour des revendications portées par les travailleurs des régions en crise en cours du mois de mars, en est un bon exemple.

Toutes les analyses l'indiquent, une issue à cette crise préservant l'essentiel des intérêts capitalistes ne peut se faire qu'en laminant le pouvoir d'achat des travailleurs, notamment en organisant le chômage et l'éclatement de la classe ouvrière, et en remettant en cause les acquis (sécurité sociale, statut de la fonction publique).

Soyons clairs, nous refusons tout faux débat sur des points d'accord tenant à la pratique d'action. Nous n'opposons pas une action par rapport à une autre, exemple : 24 heures et reconductible. Mais les problèmes que nous avons évoqués posent une série

de questions essentielles et pèsent sur le développement de notre action. Nous constatons ainsi qu'il y a cohérence dans les choix et initiatives prises, cohérence qui traduit une dérive stratégique grave pour notre organisation et l'action syndicale future.

Les déclarations sur la re-syndicalisation de l'action, le maintien des grèves et conflits au plan des branches et entreprises, l'inertie face à la nécessaire action des SPN, secteur public et nationalisé, les références croissantes à l'euro-péanisation des revendications et aux contraintes économiques qui en marqueraient leurs limites, indique que la confédération juge l'absence d'alternative politique actuelle comme un phénomène de longue durée avec une seule issue : l'insertion, au mieux des intérêts des travailleurs, dans une restructuration capitaliste fondée sur la division internationale du travail.

Dans ce cas, le recentrage s'explique : la stratégie de rupture avec le capitalisme en France n'est plus possible et nous devons modifier notre stratégie passée. S'il ne s'agit pas de cela, il faut le dire clairement et stopper net tous les errements actuels.

Mais s'il s'agit de cela, même sous une forme plus complexe, alors nous disons qu'il y a là une modification de la stratégie de la CFDT, qui de toute évidence marque un virage par rapport à nos précédents congrès, et, plus grave encore, nous conduit à une impasse stratégique dont tous les travailleurs feront les frais.

## UNE IMPASSE

En effet, la situation de crise actuelle laisse peu de choix pour l'avenir. La classe dominante de notre pays est condamnée, pour des raisons objectives, à mettre en cause plus brutalement encore, le niveau de vie et les acquis de la classe ouvrière.

Toutes les analyses l'indiquent, une issue à cette crise préservant l'essentiel des intérêts capitalistes ne peut se faire qu'en laminant le pouvoir d'achat des travailleurs, notamment en organisant le chômage et l'éclatement de la classe ouvrière, et en remettant en cause les acquis (sécurité sociale, statut de la fonction publique).

L'offensive patronale et

gouvernementale, qui se situe dans cette perspective se développe fortement : démantèlement de pans entiers de l'industrie, attaques contre les S.P.N., blocage virtuel des salaires, etc.

Il y a donc bien aujourd'hui, une politique de classe qui s'applique avec toute sa brutalité. De ce fait, ce n'est pas une meilleure répartition du gâteau qui est en jeu, mais nos intérêts fondamentaux.

En ce sens, la dérive stratégique confédérale actuelle mène à une impasse, car elle ne peut créer les conditions qui permettront de stopper cette offensive et de la retourner à notre profit. Elle peut, au mieux, appliquer quelques pansements sur des blessures béantes.

En effet, elle ne permet pas d'établir un rapport de forces puissant et global susceptible d'infléchir ou de faire céder le pouvoir et le patronat dans leur entreprise de restructuration sauvage.

Elle risque d'amener une désunion syndicale, fruit de la divergence stratégique, qui viendrait aggraver les conséquences de la division politique actuelle et affaiblirait durablement la classe ouvrière.

Enfin, elle pose en termes trop flous (nouveau type de développement) l'issue anticapitaliste à la crise, occultant ainsi la nécessaire issue politique, s'appuyant sur un haut niveau de luttes sociales, amenant la rupture avec le système capitaliste actuel.

Nous sommes aujourd'hui dans une période où l'affrontement de classes devient plus aigu chaque jour.

Nous attendons de la confédération qu'elle réponde à cette situation, à l'attente de tous les militants et travailleurs, en maintenant résolument le cap.

En un mot, en impulsant dans l'unité, une politique d'action sur une base de masse et de classe, avec résolution et détermination, car elle a été déterminée par nos congrès depuis 1970.

Dans le cas contraire, si l'orientation actuelle se poursuivait, nous ne pourrions pas l'approuver lors du congrès de Brest.

Contribution du syndicat  
PTT Paris-Télécoms  
à la tribune libre de l'UD 75

— Quel est votre bilan de ces trois dernières années ?

Celui d'un échec et celui des leçons à en tirer pour ne pas le renouveler. Echec de la gauche bien sûr, mais surtout échec de la capacité du mouvement syndical à peser sur l'évolution de la crise capitaliste. C'est cela qui nous semble fondamental. Et nous y sommes d'autant plus sensibles qu'à la CFDT, nous avons été de ceux qui n'ont pas eu d'illusions électoralistes, mais cela ne nous a pas pour autant suffi pour réussir à impulser l'action comme il aurait fallu.

C'est pour cela que les débats actuels sont si importants. Quels moyens nous donnons-nous pour sortir de cette situation, et pour ne pas nous retrouver coincés à la remorque de projets qui ne sont pas les nôtres ?

Ce n'est pas seulement une question d'orientation. Nous aurons d'autant plus de chance de tenir une réponse qui puisse se concrétiser, qu'il y aura plus de travailleurs pour chercher avec nous les moyens d'en sortir, et traduire sur le terrain une autre issue que celle où nous conduit la restructuration capitaliste en cours.

D'où l'importance des luttes sociales. Pas comme un simple moyen de faire passer une orientation — c'est peut-être dommage, mais ça — mais bien comme le creuset où se forge l'unité de la classe ouvrière, où se précise en même temps notre projet et les forces pour faire avancer.

On ne progressera pas sans une intervention permanente des travailleurs sur leur situation. C'est cela notre boulot de syndicalistes.

— C'est dans ce sens que vous avez approuvé le recentrage ?

Oui, parce que, pour nous, il voulait dire : mieux centrer l'action, définir des objectifs maîtrisables par les travailleurs. C'est avec un véritable «Ouf !» que nous sommes sortis de cette période d'unité artificielle ou trop globale qui ne pouvait être gérée que de l'extérieur.

Pour nous, le recentrage c'est le refus de mettre des préalables politiques à l'action, le courage d'engager l'action dans toutes les situations où l'on est, telles qu'elles sont ! Un courage qui reste pour

nous un des acquis les plus positifs de mai 68.

Mais nous ne cachons pas qu'il y a encore bien des débats à avoir à propos du recentrage. Par exemple, tout le monde est d'accord sur la triologie «revendication-action-négociation», mais il y a bien des façons de concevoir son articulation : faut-il viser d'abord la constitution d'un tissu de négociations permettant aux organisations syndicales d'être constamment présentes, partout où se prennent des décisions concernant les travailleurs ?

N'y a-t-il pas dans cette formulation un risque de ravalier l'action et la mobilisation au simple rôle de recours en cas d'échec, et ainsi d'avoir à se battre le plus souvent le dos au mur ?

C'est pourquoi nous préférons la pratique qui vise d'abord, la constitution d'un tissu d'actions constantes en direction de tous les lieux de négociations possibles. Dans ce sens, notre principale faiblesse,

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE s'efforce de présenter chaque fin de semaine, sur un sujet déterminé, plusieurs points de vue différents qui sont en présence au sein du peuple. Leur confrontation doit contribuer à faire avancer les débats au sein du mouvement de masse. Bien entendu, l'exposé de ces points de vue différents n'engage que leurs auteurs et nullement la rédaction du journal.

Nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs contributions sur cette question, y compris s'ils le souhaitent en se situant par rapport aux points de vue déjà exprimés dans le cadre de la rubrique. Les lecteurs peuvent aussi revenir sur des questions déjà abordées ces dernières semaines, dans «Contraires au sein du peuple», car bien entendu, le passage d'un sujet de débat à un autre, ne signifie pas une clôture du débat précédent.

Aujourd'hui sur le thème, déjà abordé la semaine dernière, celui du «recentrage» dans la CFDT, nous publions trois nouveaux points de vue.

ce n'est pas la crainte de négocier, c'est plus souvent le manque d'objectifs précis, adaptés à chaque niveau. C'est là-dessus que nous avons porté notre effort dans la fédération.

Il n'y a pas d'engagement massif des travailleurs, il n'y a pas d'unité solide sans expression de la spécificité de chacun. Cela ne risque-t-il pas de conduire à un renouveau corporatiste ? C'est une vraie question, mais nous avançons avec d'autant moins de crainte sur ce terrain que nous avons la plateforme qui donne sa cohérence à l'ensemble.

Ces débats sont loin d'être clos. Nous avons la volonté de les mener sans procès d'intention et d'abord à partir de la confrontation des pratiques de chacun. Il y a toujours plus à apprendre d'un échange sur les difficultés que sur les intentions. (...).

— Quelle est pour vous l'importance de ce congrès pour la suite ?

L'enjeu du congrès pour nous, c'est surtout l'engagement de la CFDT dans un processus de développement autonome des luttes syndicales. C'est la chance pour le mouvement ouvrier de pouvoir peser sur l'ensemble de la situation, y compris au plan politique.

Mais tout ne sera pas réglé à Brest, et l'on voit déjà arriver des débats importants pour les trois prochaines années : le rôle du syndicat dans l'action, l'articulation professionnelle-interprofessionnelle... Ce dernier point nous touche de près : nos syndicats sont pour la plupart multibranches et nous mettons en place des collectifs professionnels pour rendre plus présente cette dimension, qui est la base de l'action.

Yves LICHTENBERGER,  
Secrétaire général  
de la Fédération générale  
Services-Livre  
(Syndicalisme Hebdo  
du 19.4.1979)

Ni inconditionnels,  
ni opposants

(...) L'Union régionale a émis des critiques à propos du recentrage et de la stratégie d'action de la confédération. Comment vous situez-vous dans ce débat ?

L.A. : Nous avons dit à plusieurs reprises que le terme de «recentrage» est très mauvais. Il a peut-être fait «tilt» dans les milieux journalistiques mais il inquiète de nombreux militants.

Nous sommes d'accord pour porter sur des problèmes précis et non de vastes catalogues sur ces thèmes peut déboucher sur des résultats. Elle doit être solidement ancrée dans les entreprises et ce n'est qu'à ces conditions que les négociations au niveau national prendront toute leur signification.

Quant au 21 décembre, notre désaccord avec la Confédération a porté sur l'analyse des mesures prises par le gouvernement sur la Sécurité sociale. Nous avions engagé une action sur la Sécurité

rité sociale et les centres de soins, et la proposition d'action que nous avons faite à la CGT n'est pas tombée comme un cheveu sur la soupe. En rien, nous n'avons cédé à la CGT.

Toujours d'accord avec les orientations du 37<sup>e</sup> congrès et loin d'être en dissidence avec la Confédération, nous tenons en fonction de nos réalités et de notre analyse, à exprimer en permanence notre point de vue.

Dans le cadre d'un débat permanent et démocratique, nous nous refusons à être des bœni-oui-oui ou des opposants systématiques. Cette attitude conduirait à la constitution de blocs majorité-opposition contraire au fonctionnement démocratique d'une centrale syndicale telle que la conçoit la CFDT.

Louis ALLARD  
Secrétaire général  
de l'UR des Pays-de-Loire  
(Syndicalisme - Hebdo  
du 8.3.1979)



Fin mars, début avril. On est en pleine grève des sidérurgistes d'Usinor Dunkerque, sur des revendications de salaire. Après ceux de Denain et de Longwy, les gars de Dunkerque s'attaquent à leur manière aux projets de restructuration, sur le problème des salaires. Une grève dure, où la direction utilise très vite le lock-out. Une grève qui pose, d'une manière encore difficile, la question d'une lutte plus globale dans la sidérurgie. C'est le moment que choisit la Fédération Générale de la Métallurgie pour dissoudre la section CFDT d'Usinor, sous des prétextes particulièrement gros.

Après toutes les normalisations tentées ou réussies dans la CFDT, dont la liste commence à se faire longue (PTT Lyon Gare, BNP Paris, Berliet, UL de Bagnols-sur-Cèze, de Cherbourg, UL Paris 8-9\*, UD Gironde, UD du Rhône, et de Haute-Marne...) voici qu'on s'attaque à une section CFDT qui depuis plusieurs années, a été à la pointe de toutes les luttes sur Usinor-Dunkerque. Tant pis, pour les normalisateurs, si la lutte en prend un coup, si la rencontre du 6 avril entre

sidérurgistes des différents bassins se ressent douloureusement de cette situation. Tant pis, même, si la CFDT y perd des plumes sur Usinor, comme l'ont montré les élections de délégués du personnel qui avaient lieu à la même époque, et où deux sièges ont été perdus.

Tout cela, pour Chêrèque, responsable de la FGM, et ses amis, compte peu. L'essentiel, c'est de se débarrasser d'une section qui refuse une certaine logique que veut imposer la FGM, logique de négociations à froid, de rentabilité industrielle... A quelques jours du Congrès CFDT de Brest, cette nouvelle tentative de mise au pas, que la FGM essaie d'étouffer, commence à susciter là où elle est connue, une réprobation certaine. Cette semaine, les syndicalistes de la section CFDT Usinor suspendue ont donné une conférence de presse, pour faire connaître le plus largement possible les enjeux réels de cette répression. Ils ont sorti un dossier sur l'affaire, rassemblant les pièces essentielles au débat. Nous en publions aujourd'hui des extraits.

M.C.

# La section CFDT-Usinor-Dunkerque suspendue présente son dossier

Ce dossier relate l'histoire de la SSE CFDT d'Usinor-Dunkerque. Il comprend deux parties :  
1 - La synthèse des opérations sur le plan politique et sur le plan tactique ;  
2 - Une relation détaillée des événements avec tous les documents permettant de vérifier la véracité des faits.

Le conseil syndical d'Usinor-Dunkerque, suspendu par le syndicat de la Métallurgie dunkerquoise sur la proposition de la FGM entend remettre les affaires sur son véritable terrain qui est politique ; terrain que se refuse à aborder la FGM à la veille du congrès confédéral de Brest.

Nous sommes et nous voulons rester à la CFDT. Notre critique n'est pas faite pour détruire la CFDT mais pour sauvegarder les principes démocratiques et autogestionnaires pour lesquels nous avons adhéré à la CFDT ; principes qui, nous le constatons dans les faits, sont remis en cause, petit à petit ; de congrès en congrès.

## NOS DIVERGENCES SUR LE PLAN POLITIQUE

### • POUVOIR DES ADHÉRENTS ET DES TRAVAILLEURS

Il apparaît dans la définition du « conseil d'atelier » définie au 37<sup>e</sup> congrès FGM.

Pour la SSE d'Usinor-Dunkerque, le conseil d'atelier ne doit pas être élu par les travailleurs car cela constitue une fois de plus une délégation de pouvoir à des élus. Pour nous, le Conseil d'Atelier doit être une entité de travailleurs (par lieu géographique ou par secteur de production) qui doivent posséder des pouvoirs réels, notamment dans le domaine de la sécurité et des effectifs.

L'évolution d'une Organisation syndicale telle que la CFDT doit aller dans ce sens, sinon nous ne faisons que recopier ce qui existe, c'est-à-dire que le travailleur par lui-même ne dispose, de fait, d'aucun pouvoir réel. Nous avons longuement parlé de ce problème dans les instances : syndicat, Union-Nord-Métaux à Lille et J. Chêrèque lui-même sans aucun résultat.

### • POUVOIR DES SSE

Une section comme la nôtre dispose théoriquement de son autonomie financière et de la conduite des luttes dans l'entreprise.

Mais dans les faits, lorsque 30 militants d'un conseil syndical s'opposent à un conseiller fédéral qui a avec lui 7 autres militants : que croyez-vous qu'il arrive ? C'est la minorité qui l'emporte.

Le pire, c'est que ces 8 militants s'arrogent le droit de l'expression écrite et orale avec la bénédiction de toutes les instances. Qu'il est facile de faire taire l'opposition en s'appropriant tout le matériel d'impression de la section ; est-ce cela la démocratie ?

De fait, la SSE n'a aucun pouvoir : même dans la conduite des luttes (on le verra plus loin) et même dans l'autonomie financière.

Nous respectons les augmentations de timbre ; nous appliquons la charte financière ; nous payons toutes les cotisations dues aux structures (ceci est attesté par le syndicat dans une lettre du 29 mars 1979). La part appartenant à la section est gérée par la section et rien statutairement ne nous empêche de faire un prêt sur cette part... Pourtant, pour la FGM, il s'agit là de pratiques illégales, de détournement de fonds, etc.

Qui peut décemment condamner le fait d'avoir consenti un prêt à un délégué du personnel dans le besoin quand toutes les démarches auprès des organismes sociaux se sont avérées vaines ? Merci, camarade, tu as bien travaillé pour la CFDT, tu t'es dépensé sans compter, maintenant débrouille-toi tout seul pour te sortir de ta misère !!

Nous, nous avons l'autonomie financière, nous appliquons la charte financière, nous devons pouvoir gérer les affaires de la section comme cela nous semble bon et la gestion de la SSE Usinor-Dunkerque est bonne. Nous n'avons aucune dette, une machine à écrire à boule, une imprimante «SAM», un mégaphone, une machine à faire des stencils électroniques, etc.

### • POUVOIR DES SYNDICATS

Les syndicats ont tout : pouvoir politique et pouvoir financier.

La SSE établit sa liste de délégués du

personnel par 30 voix contre 7 : le syndicat impose la sienne. La SSE accepte.

La SSE va à la marche sur Paris le 23 : le syndicat nous impose la diffusion d'un tract contre la marche sur Paris. La SSE le diffuse et va à Paris.

La SSE demande l'exclusion des 7 signataires d'un tract paru la veille des élections de délégués du personnel, tract qui nous coûte deux sièges : ces mêmes signataires, qui ont fait raturer systématiquement les candidats CFDT autres qu'eux (l'analyse des élections le prouve) : le syndicat dissout la section syndicale et la remplace par les 7 signatures.

La SSE demande des congés syndicaux pour réunir les collecteurs afin de préparer une assemblée générale des adhérents : le syndicat, annule les congés syndicaux en intervenant auprès de la direction d'Usinor.

On comprend aussi pourquoi nous sommes absolument contre les regroupements de syndicats tels qu'ils apparaissent dans les projets du prochain congrès confédéral : moins il y aura de syndicats et plus le contrôle politique des SSE sera facile à réaliser pour les fédérations.

### • POUVOIR DES INTERS

Les SSE d'une même entreprise composent une inter, les SSE sont maîtresses de la conduite des luttes donc l'inter peut conduire une lutte.

Pas du tout, nous dit la FGM (lettre de Granger du 23 mars 1979) les inter n'ont aucun pouvoir de décision et Jacques Chêrèque renchérit lors de la dernière réunion de l'inter : la marche sur Dunkerque c'est la fédération qui en prend le contrôle et qui l'organise comme elle le veut.

Résultat : c'est un échec et la section syndicale dissoute assiste à l'enterrement de toute son action.

Le 17 mai 1977 : l'inter CFDT décide une grève générale de tout Usinor pour soutenir Thionville. Les tracts sont prêts et imprimés.

La FGM intervient par l'intermédiaire de J. Deroo ; la grève est annulée !

Lors de la grève des aciéries de Dunkerque, l'inter se réunit à Dunkerque et nous demandons une grève générale de tout Usinor : non, nous répond la FGM (Roger Briesch) parce que si cela rate, l'opinion publique se retournera contre nous. Nous n'avons pas eu l'opinion publique contre nous, par contre, nous avons eu les CRS contre nous !

### • LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

Pour la SSE d'Usinor-Dunkerque, il est clair que la FGM a fait une croix sur Denain, Longwy et Sedan.

La SSE est contre le noyau dur à Denain : le 3 avril 1979, le Collectif écrit : « Les staves du HF 4 recommencent à fuir à Dunkerque ; nous ne ferons pas les 7 millions de tonnes prévues, c'est pour cela qu'il faut garder un noyau dur à Denain ».

... Et les 4 000 travailleurs qui restent en dehors du noyau dur ?

... Et si le HF 4 marchait à Dunkerque : il faudrait aussi supprimer le noyau dur ?

La SSE est contre les 27 000 licenciements. Le 3 avril 1979, le Collectif écrit : « 27 000 emplois en moins dans la sidérurgie.

Cette politique industrielle doit être accompagnée d'une industrie de transformation ». C'est tout !

C'est l'acceptation de fait de la restructuration capitaliste de la sidérurgie alors que la SSE a toujours dit : Non aux licenciements. Non aux fermetures d'usines.

### • LA POLITIQUE DE NÉGOCIATIONS

Ainsi la CFDT continue à négocier alors que le patronat et le gouvernement ont décidé de maintenir le plan Acier quoi qu'il arrive, ce qui ne peut avoir comme conséquence que de négocier les licenciements.

En 1977, les pré-retraites étaient synonymes de licenciements, en 1979 elles constituent des acquis !!!

Que penser aussi de ceux qui restent autour de la table de négociations alors que leurs camarades de Denain se font matraquer par les CRS ?

## L'OPERATION SUR LE PLAN PRATIQUE

(ou comment détruire une section forte, qui pense, qui conteste et qui agit)

### • L'IGNORANCE DE LA FGM DES DIVERGENCES POLITIQUES

C'est un non-sens. Alors que J. Deroo est pratiquement le bras droit de G. Granger. Comment pouvoir croire cette thèse ? Alors que toute la section syndicale présente au congrès de Strasbourg a voté contre la résolution générale : la FGM le sait, elle ne peut pas faire semblant de découvrir des divergences politiques.

### • LE CHOIX DES MOYENS

C'est un vieux truc connu. Pour le syndicaliste, c'est le fric comme pour les curés ce sont les histoires de femmes.

### • LE DÉROULEMENT DES OPÉRATIONS

— a) Au niveau de la SSE : Jacques Deroo découvre (?) qu'il y a eu des prêts d'argent à des délégués... En réalité, il ne découvre rien du tout. P. Suray ne s'en est jamais caché et l'un des signataires du tract accusateur de Deroo en a eu un aussi.

Après une session de deux jours sur ce problème, la SSE obtient toutes les informations sur ce problème et le considère comme clos.

Le lendemain, J. Deroo remet tout en cause en écrivant qu'il n'a pas eu toutes les informations et porte le problème devant le syndicat.

— b) Au niveau du syndicat : Le syndicat demande les livres de comptes, les obtient et considère le problème comme réglé.

Jacques Deroo continue à briser la vie de la section en écrivant lettre sur lettre, motion sur motion pour exiger, dit-il, toute la vérité.

La section, excédée, refuse de le présenter sur la liste des délégués du personnel. Jacques Deroo fait appel à la Fédération.

— c) Au niveau syndicat-fédération : Le 28 février 1979, la section accepte qu'une commission financière examine les livres de comptes et une nouvelle session de deux jours pour régler définitivement ce problème. Ceci, dit et écrit, G. Granger « constitue un acquis collectif ».

Le 19 mars 1979 : Jacques Deroo et son équipe publient, l'avant-veille des élections de délégués du personnel, un tract de six pages sur les « magouilles financières » de la section syndicale CFDT d'Usinor-Dunkerque !

Il le diffuse à tout le monde, adhérents et non-adhérents ! Ce papier est repris en cœur par l'extrême-droite (lodel) la veille des

Ainsi, parce qu'Usinor accepte de reculer de quelques mois les licenciements à Denain et à Longwy, le « Collectif » publie des tracts dans lesquels il ose dire que ceci constitue un acquis positif !

Ainsi, le « Collectif » fait croire que la cinquième équipe c'est dans la poche et que le 15 mai, à Bruxelles, nous aurons la cinquième équipe !

Nous pensons que l'analyse de la FGM, après l'échec des législatives et en l'absence d'alternative politique au niveau de la gauche, conduit nos dirigeants à infléchir ou modifier la politique de la CFDT dans le sens des négociations.

Nous, au contraire, nous pensons que c'est la lutte des travailleurs qui amènera les partis politiques de gauche à s'unifier sur la base des revendications des travailleurs et, de toutes façons, seule la lutte des travailleurs est capable d'obliger le pouvoir à négocier leurs revendications.

élections des délégués du personnel et ce papier dit : « Des adhérents et militants CFDT sont venus trouver un responsable de lodel »... et c'est vrai, nous avons des témoignages.

Le 20 mars 1979 : Le conseil syndical demande au syndicat l'exclusion des sept signataires.

Le 22 mars 1979 : Nous perdons deux sièges au DP alors que nous aurions dû en gagner deux.

Le 29 mars 1979 : Le syndicat de la Métallurgie dunkerquoise, sur proposition de G. Granger qui est présent, nous propose : 1) La dissolution du conseil syndical. 2) La nomination d'un « collectif ».

Nous refusons, écoeürés et nous partons parce que discuter du Collectif, c'est accepter la dissolution du conseil syndical. Entrer dans le Collectif, c'est être prisonnier de celui-ci et c'est s'interdire le droit à l'expression.

### • LA FINALITÉ DANS LES FAITS

Le « Collectif » impulse toute la politique industrielle de la FGM à travers tous ses tracts. Le « Collectif » par Jacques Deroo au dernier comité d'établissement déclare qu'il faut un nouveau type de relations entre le patronat et les syndicats.

Que comme Denain et Longwy sont condamnés, rien ne s'oppose plus à ce qu'il y ait un accord d'établissement à Dunkerque...

Le « Collectif », soutenu par toutes les structures, tente de nous faire taire ; ils ont même emporté la machine à faire des tracts ! Et pendant ce temps, ceux qui manifestent, ceux qui descendent dans la rue, ceux qui continuent à assurer leur collectage : ce sont les « dissous ».

Envoyez votre soutien financier à :

Michel GARDYN  
66, RUE VICTOR-HUGO  
59760 GRANDE-SYNTHE

Pour commander ce dossier, écrivez à :

SURAY Pierre  
8, rue Rigaud - Appartement 60  
59769 GRANDE-SYNTHE

Ce dossier revient à 6 F minimum.



# SCANDALEUSES INCULPATIONS A LA SUITE DES INCIDENTS DU 1<sup>er</sup> MAI A PARIS

A l'issue de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, la police a interpellé dix-sept personnes, dont douze ont été déferées au Parquet. Cinq personnes ont comparu jeudi après-midi. Le tribunal a ordonné leur mise en liberté provisoire, reportant le jugement au 28 juin. Le procureur a fait appel de cette décision : la manière dont les incidents se sont produits montre assez nettement la volonté de provocation de la police.

Dès le début de la manifestation, la police paraissait à quelques mètres des manifestants, et même au milieu d'entre eux, place de la Nation, procédant au passage, à des contrôles de camionnettes et à des fouilles de manifestants. A l'issue de la manifestation, quelques projectiles étaient lancés sur les CRS par les «autonomes» dont l'autonomie par rapport à la police n'était nullement prouvée. Le service d'ordre

de la LCR tentait de repousser ces éléments. C'est alors que les CRS lancèrent une première charge contre le service d'ordre de la LCR, blessant plusieurs personnes et opérant quelques arrestations.

Une demi-heure plus tard, le service d'ordre de la LCR se regroupait pour prendre le métro, avec l'accord d'un commandant de CRS. C'est alors qu'en l'absence de tout incident, les CRS chargeaient avec sauvagerie dans l'entrée du métro, procédant à d'autres arrestations. Outre des militants de la LCR, la police a arrêté un membre du service d'ordre CGT et un journaliste de *Paris-Match*, Philippe Jarreau, membre du comité national du syndicat national des journalistes CGT. Ces provocations policières et les arrestations qui les ont suivies sont intolérables. Les interpellés doivent tous être libérés et acquittés.



1<sup>er</sup> mai, métro République

## Liste LCR-LO pour les élections européennes

### UNE ALLIANCE CONFLICTUELLE

Jeudi matin, Alain Krivine et Arlette Laguiller présentaient à la presse la liste commune que les deux organisations trotskystes présenteront aux élections européennes sous le titre «Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe». Il semble surtout que la LCR se soit ralliée à une initiative de Lutte ouvrière, qui comptait présenter une liste de toutes façons, fidèle en cela à sa tradition d'occuper au maximum le terrain électoral.

La LCR, qui ne pensait pas se présenter pour des raisons financières, s'est associée à l'entreprise, Lutte Ouvrière assurant l'essentiel des frais de la campagne.

Ce rapport de forces au niveau financier n'est pas sans conséquence sur la définition du texte d'accord politique entre les deux organisations. Des désaccords opposent en effet LCR et LO sur l'analyse du Marché commun ou sur des problèmes comme l'élargissement du Marché commun aux trois pays de l'Europe du Sud, questions sur lesquelles les organes de presse des deux organisations engagent une polémique. Le texte d'accord politique pour les élections porte largement l'empreinte des thèses de Lutte Ouvrière. C'est ainsi qu'on peut y lire que «l'intérêt des travailleurs français n'est pas de partir en guerre contre l'extension du Marché commun à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce». Le numéro de *Rouge* qui publie ce texte commun écrit, sur la même

page : «Sans en faire un thème essentiel de notre campagne, nous soutenons la position de nos camarades grecs, espagnols et portugais contre l'entrée de leur pays dans la CEE». Ce qui est pour le moins contradictoire. La LCR voit dans la concertation entre les bourgeoisies une avancée vers la supra-nationalité, alors que pour LO, «les bourgeoisies française, allemande, anglaise, etc., sont restées accrochées à leur Etat national». Le texte «commun» déclare que «la volonté de préserver l'existence de ces Etats nationaux constitue la pierre d'achoppement de la prétention des gouvernements bourgeois à «construire l'Europe». C'est donc, semble-t-il, largement sur les thèmes de LO que se fera la propagande pour ces élections.

On y retrouve également la patte de cette organisation dans la manière assez électoraliste dont cette campagne sera menée. Comme LO l'avait fait pour les législatives de 1978, elle affirme son intention de se

présenter pour avoir des élus. La composition et les thèmes de campagne semblent destinés à rassembler le maximum de suffrages d'électeurs ne se contentant pas des solutions des partis traditionnels sur différents sujets : des revendications comme l'échelle mobile ou les 35 heures sans diminution de salaire (90 % de la liste est composée de salariés de l'industrie et des services publics), l'égalité des femmes et les revendications sur l'avortement libre et gratuit (la liste comprend 41 femmes sur les 81 candidats), le refus des cen-

trales nucléaires, et une dénonciation de l'impérialisme français, notamment en Afrique.

La campagne prendra la forme de meetings communs LO-LCR dans la plupart des grandes villes ; la fête annuelle de Lutte Ouvrière, début juin, sera organisée en commun avec la LCR. L'alliance ainsi conclue par la LCR semble quelque peu contradictoire avec le rapprochement engagé avec l'OCI. Mais cette dernière organisation ne voulait pas se présenter aux européennes.

François NOLET

## ● Mitterrand chez Giscard : ne sortons pas du sujet

A l'issue de son entretien avec Giscard sur les résultats du voyage de celui-ci en URSS, Mitterrand a minimisé la portée de tels entretiens, affirmant qu'il n'avait pas été question de politique intérieure. Le leader du PS a affirmé son intention de répondre positivement à de nouvelles invitations du même type, dans le cadre de ce qu'il appelle les «relations que l'on doit avoir dans une démocratie».

Les résultats de la politique giscardienne d'ouverture par le biais de tels entretiens ne sont pas des plus évidents. Cependant, l'habitude est désormais prise de ces consultations périodiques avec les partis politiques. Et Giscard indique assez nettement ses intentions dernières en invitant Mitterrand, alors que pour le RPR, il n'avait invité que des seconds rôles.

## La fronde de Guichard DES EFFETS LIMITES

Ce ne sont finalement que 26 députés RPR qui se sont réunis autour de Guichard, sur les cinquante que celui-ci avait invités. L'opération a des résultats plus limités qu'il n'était prévu, elle n'en exprime pas moins, de façon nette les tentatives d'une fraction du RPR de contester Chirac, sur des bases assez proches de l'Elysée.

Ce n'est pas la première fois que Guichard ou d'autres «barons» du gaullisme se sont montrés réticents face aux attitudes de l'actuel président du RPR. La manière dont Chirac avait pris en main à la hussarde la direction de l'UDR pour la transformer en une machine à sa dévotion, n'avait pas été du goût de tous. Et des divergences sérieuses opposent Guichard à Chirac sur la question européenne, Guichard étant beaucoup plus proche des thèses de l'Elysée sur la question.

Survenant cinq semaines avant l'échéance des élections européennes, l'initiative de Guichard ne vient pas particulièrement à la rescousse de la campagne que mène le chef du RPR. Au moment où ce dernier en vient à hausser toujours plus le ton face au gouvernement et à la liste de l'UDF, il ne peut que res-

sentir comme un coup de pied de l'âne les appels de Guichard à ce que la majorité fasse preuve de sérénité dans la campagne électorale en cours.

Au-delà même de ces élections prochaines, le problème posé par les foudrues de Guichard est celui de la constitution durable, au sein du RPR, d'une fraction hostile à Chirac, alors que l'objectif principal de ce dernier reste les présidentielles de 1981, pour lesquelles il a besoin de la cohésion de son mouvement.

Les contradictions qui se font jour actuellement au sein du RPR s'éclairent d'un jour singulier, si l'on se souvient des clivages qui s'étaient opérés au sein de l'UDR au moment des présidentielles de 1974. A l'époque, rappelons-nous, Chirac soutenait la candidature de Giscard, alors que Guichard se trouvait engagé aux côtés de Chaban-Delmas, qui se présentait comme l'héritier du gaullisme pur et dur. Aujourd'hui, les alliances sont renversées, c'est Chirac qui attaque Giscard au nom des principes gaullistes, Chaban-Delmas qui est élu comme candidat giscardien à la présidence de l'Assemblée nationale, et Guichard qui mène la barque des pro-giscardiens au sein du RPR. Ainsi va la politique bourgeoise.

## ● Polémique autour d'un rapport de Kanapa critiquant l'URSS

«Luttes et Débats», revue éditée par des militants oppositionnels du PCF, fait état d'une «information» donnée lors d'une session du comité central du PCF en mars 1976 sur le congrès du parti soviétique qui venait de se tenir. Dans ce texte, Kanapa émettait de vives critiques sur l'URSS, tant sur la question des libertés que sur certains aspects de sa politique extérieure, et les relations du parti soviétique avec les autres partis révisionnistes.

L'*Humanité* du lendemain s'en prend avec virulence au journal *Le Matin*, qui fait état de ce texte. Le journal du PCF écrit qu'il s'agit de «notes tronquées prises à l'occasion d'un compte rendu présenté on ne sait où, par on ne sait qui, des travaux de la session du comité central de mars 1976». L'organe du PCF affirme pour sa part qu'il faut rappeler que Jean Kanapa a présenté en novembre 1977 une conférence sur «le mouvement communiste international hier et aujourd'hui». Dans cette conférence, Jean Kanapa disait déjà notamment : «Le bilan des 60 ans qui se sont écoulés depuis 1917 est pour l'essentiel positif et témoigne de la supériorité du socialisme». Cette allusion à une conférence tenue en novembre 1977 ne répond pas à la question du texte de mars 1976. L'*Humanité* passe également sous silence le fait que, lors même de cette conférence de 1977, des critiques contre l'URSS avaient été développées ; mais elles tendent aujourd'hui à être mises sous le boisseau.

## ● LISTE PSU AUX ELECTIONS EUROPEENNES

Les écologistes contactés par le PSU pour présenter une liste commune avec lui ont opté pour une tentative d'alliance avec des radicaux de

droite en rupture de ban. La direction nationale du PSU envisage à présent de présenter une liste PSU autonome.



# LE PCF A LA VEILLE DE SON 23<sup>e</sup> CONGRES

## «Enquête» du PCF sur sa composition sociale

### LA VALSE DES ETIQUETTES

La direction du PCF vient de présenter à la presse les résultats de l'enquête effectuée, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, sur la composition sociale de ses adhérents à la fin 1978. La dernière enquête similaire avait été effectuée en 1966. Une analyse un peu minutieuse des chiffres fournis par le PCF lui-même fait un sort à sa prétention d'avoir 51 % d'ouvriers dans ses rangs, et fait ressortir son caractère de parti-passe, en dépit de ses dénégations.

Le PCF revendique, à la fin 1978, 702 864 adhérents. L'enquête porte sur un peu plus de 600 000 adhérents. Plus de 100 000 n'ont donc pas été concernés, «étant donné l'énormité de l'entreprise». Les résultats présentés sont le fruit d'une extrapolation, le nombre total d'adhérents, si on additionne les chiffres donnés par catégorie, étant même légèrement supérieur au nombre total annoncé (voir tableau).

«51 % d'ouvriers parmi les adhérents», claironne le titre de *L'Humanité*. Première escroquerie : si on s'aventure un peu plus loin dans l'article, on lit qu'il s'agit de 51 % «parmi ce qu'il est convenu d'appeler en matière de statistiques les personnes actives».

Sur l'ensemble des adhérents, il y aurait dans les rangs du PCF 38 % d'ouvriers en activité. Si l'on y ajoute les ouvriers retraités, on aboutit à 44,3 % d'ouvriers (actifs, chômeurs, ou retraités).

Première constatation : c'est une baisse notable, en proportion, par rapport à 1966, où le PCF annonçait 60,1 % d'ouvriers dans ses rangs (y compris retraités). Mais le pourcentage de 44,3 % est lui-même très exagéré.

#### QU'EST-CE QU'UN OUVRIER ?

Pour le PCF, les 270 000 ouvriers qu'il revendique entrent dans la catégorie ainsi «définie» : «ouvriers spécialisés, ouvriers professionnels, ouvriers agricoles,

plus certaines catégories de techniciens, de cadres de production et d'employés qui sont partie intégrante de la classe ouvrière». On savait déjà que le PCF comptait abusivement comme ouvriers des contremaîtres ne touchant pas à la production, ou des permanents coupés de la production parfois depuis des dizaines d'années.

Apparemment, cela ne suffisait plus pour masquer le recul de la proportion d'ouvriers dans ses rangs, puisqu'il se trouve contraint, pour gonfler son nombre d'ouvriers, d'y faire entrer ces «certaines catégories de techniciens, de cadres de production et d'employés». On ignore d'ailleurs quelles catégories, et définies sur quels critères.

#### RECUZ CHEZ LES PAYSANS, HAUSSE CHEZ LES INGENIEURS

Le recul chez les agriculteurs exploitants est frappant : 2,4 % des effectifs (3,2 % des actifs) contre 6,56 % en 1966. Cette baisse s'explique, selon la direction du PCF, par «la gravité et la rapidité de la diminution du nombre des exploitations familiales». Ce qui comprend sans doute une part de réalité, mais seulement une part. Les agriculteurs sont maintenant moins nombreux (17 000) que les commerçants et artisans (20 000).

On notera une hausse chez les intellectuels plus forte qu'il n'apparaît au premier abord. Cette

catégorie rassemble, dans une chaude fraternité, des catégories assez diverses, ainsi définies : «ingénieurs et cadres, certaines catégories de techniciens, les chercheurs, les enseignants, les écrivains et les artistes, les architectes, les médecins, les avocats et d'autres catégories diverses d'intellectuels». Ce mélange représente, en comptant les retraités, 11,6 % des adhérents. Cette catégorie comprenait 9 % dans la classification de 1966, mais celle-ci englobait tous les techniciens parmi les intellectuels.

Si l'on compte, autant que faire se peut, ce que représentent les intellectuels et les techniciens, on obtient, sur les mêmes bases de calcul qu'en 1966 (en incluant les retraités) plus de 15 %, contre les 9 % précédents. La progression dans ces couches a, en réalité, été plus forte, puisqu'on l'a vu, la nouvelle classification comprend «certaines catégories de techniciens» parmi les ouvriers.

La progression réelle des employés, difficilement mesurable puisque certains sont classés comme ouvriers, rend compte, probablement, de la progression du nombre d'employés dans la société. Enfin, la proportion des femmes serait passée, dans la même période, de 25,5 % à 35,7 %. Ce chiffre est plausible, il reflète une évolution commune aux autres partis politiques.

#### LA PASOIRE

«Un des clichés les plus éculés qui court dans la propagande anticommuniste est l'idée du parti-passeiro, déclarait Paul Laurent. Notre étude fait définitivement justice d'une contre-vérité que nous dénonçons depuis longtemps».

Qu'en est-il ? Le PCF affirme avoir dans ses rangs 38 000 militants ayant plus de quarante ans de parti, et près de 100 000 ayant plus de 30 ans de parti. Ce chiffre n'aurait d'intérêt que comparé au nombre de départs dans cette période. Soyons justes : une telle étude est impossible à mener, compte tenu des décès impossibles à chiffrer. Simplement, les chiffres avancés ne prouvent rien par eux-mêmes.

#### Les adhésions au PCF depuis fin 1966

| Année              | Adhésions | À la fin 1966, le PCF revendiquait                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------|-----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1967               | 43 000    | 350 000 adhérents, à la fin 1978,                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 1968               | 55 000    | 703 000, soit 353 000 de plus.                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 1969               | 40 000    | S'il a fait effectivement 913 000 adhérents, on peut donc estimer que sur ces treize ans, 560 000 personnes ont quitté le PCF.                                                                                                                                                                                            |
| 1970               | 48 000    | (Sources pour le nombre d'adhésions : de 1967 à 1975, l'ouvrage d'Elleinstein, Le PC ; de 1975 à 1978, L'Humanité. Les chiffres de 1970 à 1971 ne sont pas fournis. Nous avons supposé des adhésions de 40 000 par an pour ces deux années, ce qui est plausible étant donné les chiffres revendiqués pour 1969 et 1972). |
| 1971               | 62 000    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 1972               | 85 000    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 1973               | 93 780    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 1974               | 108 000   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 1975               | 165 000   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 1976               | 133 300   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 1977               |           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 1978               |           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Total (estimation) | 913 000   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

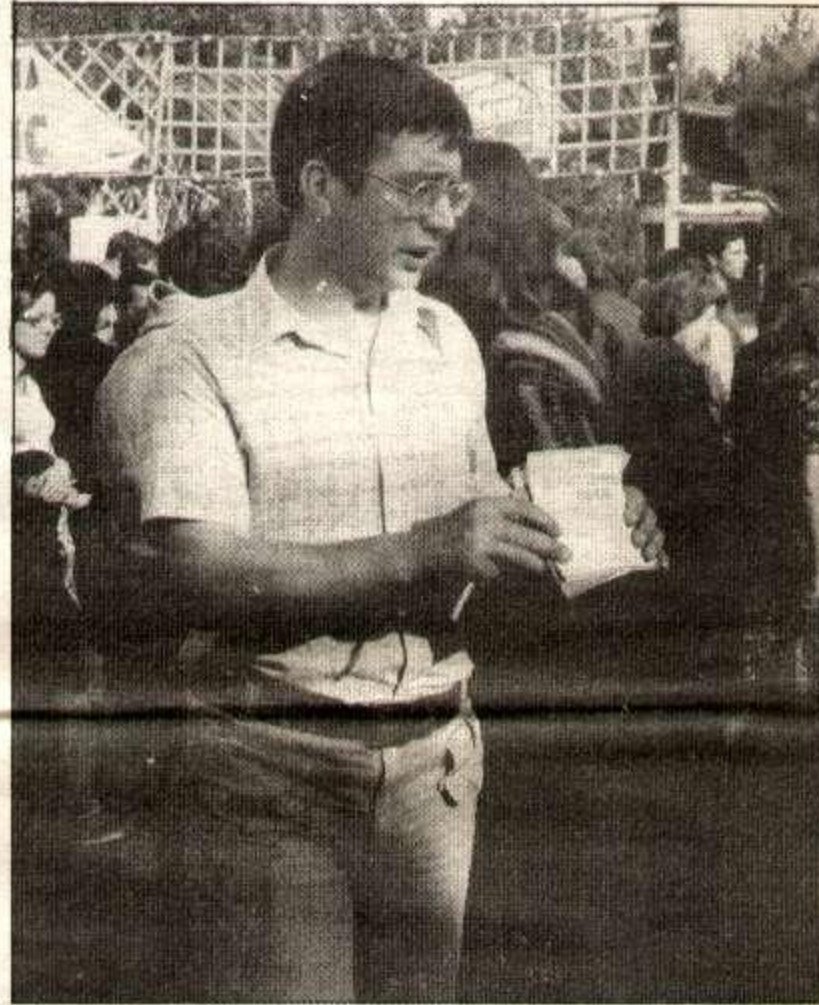
Ce qui est plus probant, c'est de comparer les chiffres donnés par le PCF lui-même sur le nombre d'adhésions réalisées chaque année (voir tableau). On constate que le PCF, selon ses propres chiffres, aurait perdu en 13 ans, quelque 560 000 adhérents. Ce chiffre inclut les décès, il n'en reste pas moins énorme. Rien que pour les trois dernières années (76-77-78), le PCF revendique 406 300 adhésions et une progression de 231 000 adhérents. Donc le départ de 175 300 adhérents.

Comme dit Marchais : «Chacun peut écrire ce qu'il veut, mais l'image réelle du parti est celle-ci». Un parti qui, au fur et à mesure que se précisait son projet de capitalisme d'Etat, a vu une baisse notable de la proportion d'ouvriers dans ses rangs, et qu'un nombre important de militants est amené à

quitter. Un parti enfin, dont la direction, pour masquer cette réalité, est contrainte à se livrer à de lamentables exercices de truquage des chiffres.

#### DEUX ASPECTS DE LA FAUSSE DEMOCRATIE

1. Un plus grand nombre de contributions n'est pas le reflet de la contribution du plus grand nombre. L'écrasante majorité des textes approuve la ligne de la direction : une simple lecture des titres suffit pour s'en convaincre.



Ces trois dernières années, plus d'un départ pour deux adhésions

## Le fonctionnement interne du PCF

### UNE MACHINE A BROYER

### LES POINTS DE VUE RÉVOLUTIONNAIRES

De toutes les questions nées de la crise du PCF, celle du fonctionnement interne reste une des plus essentielles, et ce pour au moins trois raisons : par son ampleur tout d'abord ; sans remettre en cause tout ou partie de la politique de leur parti, les militants qui s'offusquent de la manière dont sont prises les décisions sont très nombreux. En témoigne le fait que lors des conférences fédérales, même des dirigeants ont estimé qu'un débat aurait dû s'ouvrir dans les colonnes de *L'Humanité* après l'échec de mars 78. La question du fonctionnement interne est également essentielle parce qu'on ne peut pas dissocier la forme du contenu : la politique du PCF n'est pas indépendante de la manière dont elle est définie, par un petit groupe de dirigeants, élus par la base ou non. Enfin, évoquer le fonctionnement interne du PCF, c'est évoquer la possibilité ou non de transformer le PCF, pour ceux, nombreux, qui tentent de le faire aujourd'hui.

Les exemples ne manquent pas qui montrent que la politique du PCF est définie par une petite caste composée de quelques dirigeants et de certains «collaborateurs du C.C.». On se souvient de l'épisode de l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat, annoncé par Marchais en pleine préparation du 22<sup>e</sup> congrès ; on se souvient aussi de l'acceptation par le PCF de la force de frappe, révélée aux militants par la lecture de la presse au lendemain d'un comité central, en mai 1977. D'autres exemples, plus récents, peuvent être cités : ainsi ce communiqué du 19 mars 1978, quelques heures à peine après le résultat des élections, et qui concluait au fait que le PCF n'avait «aucune responsabilité dans l'échec». Ainsi le soutien du programme nucléaire de la bourgeoisie, affirmé par Marchais lors d'une récente visite en Bretagne.

Plus généralement, les militants

du PCF ont constamment été éloignés des méandres de la politique d'union de la gauche. La direction crie à la victoire lors de la signature du programme commun en 1972, mais un rapport au Comité central situant la «double nature» du PS est tenu secret des membres de ce parti pendant cinq années ; elle félicite Mitterrand pour sa campagne des présidentielles en 1974, prépare un 21<sup>e</sup> congrès sur ses bases, les militants en discutent, mais le 21<sup>e</sup> congrès bifurque brutalement pour devenir un congrès anti-PS. On ressort les grands mots sur l'unité pour le 22<sup>e</sup> congrès, puis vient le moment de la renégociation, les querelles sur les nationalisations, et les militants restent toujours à l'écart. Aujourd'hui, la direction en vient à dire que le programme commun a été «générateur d'illusions», qu'il faut que le PCF change son fusil d'épaule, mais les militants n'ont d'autre rôle que de

commenter les décisions prises au sommet, et de tenter de les assimiler, pour les plus dociles d'entre eux.

#### LA LIGNE, C'EST L'AFFAIRE DE QUELQUES UNS

Ces constatations là, un très grand nombre de militants sont à même de les faire. Mais sur cette base, d'autres questions surgissent, sur lesquelles il n'est pas possible de faire l'impasse. D'abord, d'où viennent les idées de la direction, sur quoi les dirigeants s'appuient-ils pour définir la ligne du PCF, avant de l'imposer aux militants ? Ensuite, est-il possible d'imposer la démocratie au sein du PCF, et quelle démocratie ? A ces questions, qui se recoupent, les militants critiques font en général le même type de réponse : il faut imposer la démocratie interne, imposer le débat, y compris par des liens horizontaux, et contraindre la direction à tenir compte de ce débat, en sachant qu'il y a toujours plus d'idées dans plusieurs milliers de têtes que dans quelques unes seulement. Pour logique qu'il puisse apparaître, ce raisonnement ne tient pas compte ni du type de centralisme, ni du type de démocratie qui existe au sein du PCF. Car on discute, dans le PCF ! Quand elles se tiennent, les réunions de cellules sont souvent animées. Des oppositionnelles ont eu droit à quelques tribunes de discussion dans *L'Humanité*. Et les liens horizontaux, ils existent de fait — contre la direction il est

Dans quelques jours, mercredi, va s'ouvrir le 23<sup>e</sup> congrès du PCF. Deux éléments vont dominer ce congrès, deux éléments qui se nourrissent l'un l'autre. Ce que l'on attendra, ce qui constituera l'essentiel des discours et des rapports, c'est bien sûr ce qui a trait à l'union de la gauche, la manière dont elle a été mise en place depuis 1972, sa faillite sanctionnée en mars 78, et la manière dont la direction du PCF entend la relancer. Il est cependant une autre réalité qui planera sur les cinq jours que dureront le congrès : celle de la crise apparue au sein du PCF après les législatives, une crise que la direction n'est pas parvenue à résorber malgré un an d'efforts, une crise dont on a pu trouver l'expression non seulement dans les cellules, mais aussi dans les conférences de section ou les conférences fédérales préparatoires au congrès, une crise qui va peut-être trouver son expression y compris à la tribune même de ce congrès. Ce n'est pas dresser un tableau exagérément sombre du PCF que de dire qu'il est aujourd'hui dans l'impasse, que son mode de fonctionnement, centraliste bureaucratique, n'a pu empêcher que ses contradictions internes ne se développent, et qu'enfin son nombre impressionnant d'adhérents ne suffit plus à cacher ni son caractère de «parti-passeiro», ni le fait que la proportion d'ouvriers dans ses rangs diminue d'année en année.

ligne. Sur la base de sa politique, la direction du PCF concentre bien quelque chose : non pas les idées justes des masses, mais au contraire toutes les idées fausses qui apparaissent de par l'application même de sa ligne. Un exemple : que concentrent les cellules du PCF quand elles mettent en application le thème du refus de l'Europe ? le nationalisme, le chauvinisme, voire la xénophobie. La direction centralise ces idées, qui «enrichissent» à nouveau la ligne. Et comment peut-on centraliser d'autres idées en mettant en avant cette politique ? Ce n'est pas un hasard si la direction insiste tant sur la nécessité d'appliquer LA ligne du PCF. Quelle alternative dès lors pour les militants critiques ? ou bien ils se cantonnent à critiquer, a posteriori, mais alors ils se condamnent à l'impuissance ; ou bien ils constatent tout le poids des idées fausses, et uniquement celles-là, et en tirent la conclusion que changer la société relève de l'utopie.

Tel est bien le véritable problème du fonctionnement interne du PCF. D'abord, quelles que soient les discussions internes, la ligne n'est définie que par un petit groupe, qui a mis en place suffisamment de mécanismes pour assurer sa pérennité. Ensuite, la mise en pratique de cette ligne ne peut faire surgir que les idées fausses, et sur cette base, elle rend impossible l'émergence d'un point de vue révolutionnaire véritable.

#### CONCENTRATION DES IDEES FAUSSES

Un autre problème subsiste, c'est celui de la définition de la

## Bilan des tribunes de discussion du 23<sup>e</sup> congrès

### L'APPARENCE DE LA DÉMOCRATIE

La publication des tribunes de discussion entamée le 1<sup>er</sup> mars, s'est achevée le 28 avril. Au travers des quelque 200 tribunes parues dans *L'Humanité* et de la trentaine dans *France Nouvelle*, la direction a fait apparaître une très large approbation de sa ligne. Elle s'est appuyée pour cela sur une masse de contributions non-critiques et s'est servie des tribunes contestataires comme faire-valoir. La direction du PCF a canalisé l'essentiel des «discussions» sur la nouvelle stratégie d'union, dont le contenu a été explicité par la contribution de Lajoinie, membre du bureau politique. Les tribunes cadrent les débats du 23<sup>e</sup> congrès et précisent déjà les futurs thèmes d'intervention du PCF. Au congrès d'entériner les propositions du bureau politique.

Cela va des fausses interrogations du genre : «Sommes-nous trop français ?» aux affirmations catégoriques comme «la voie démocratique est révolutionnaire». Dans la plupart des cas, titres comme articles sont illustratifs du point de vue de la direction. Un des exemples les plus frappants est celui des contributions sur les problèmes des femmes et leurs luttes. Aucune des neuf tribunes ne vient reprocher au PCF son absence dans les luttes spécifiques menées par le mouvement des femmes. Les textes se réfugient dans le constat : développement des luttes des femmes, lourdeur de leurs tâches, freins à leur émancipation et ce se termine toujours par «le rôle essentiel du PCF, sa responsabilité», etc.

Enfin, le PCF, «ardent défenseur» de la régionalisation, semble préférer les contributions de la

région parisienne qui représentent plus de 50 % de l'ensemble des tribunes. Deux de ses bastions, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne, fournissent les boulets pour défendre les positions de la direction et les tribunes critiques sont choisies pour l'essentiel à Paris.

2. Voir dans la publication de tribunes critiques une preuve de démocratie est tout aussi naïf que de se saisir des tribunes coupées pour accuser la direction de censure. Celle-ci dispose de bien d'autres armes pour enfoncer les points de vue critiques. Devant l'ampleur de la contestation, la seule publication de tribunes favorables aurait été bien maladroite. Tout d'abord chaque tribune critique trouve sa réponse en une ou plusieurs fois : aucune de ces tribunes ne figure parmi les quarante dernières. Sur les questions «délicates» comme celle de l'URSS, ou de la démocratie dans le PCF, les critiques sont timides, voire inexistantes. Mais faire approuver pleinement la ligne ne va pas sans l'utilisation de quelques critiques.

#### THEMES

L'union de la gauche et la stratégie du PCF ..... 26 %  
Le PCF dans les entreprises ..... 9,8 %  
Le «centralisme démocratique» ..... 8,4 %  
L'URSS et les pays socialistes ..... 7,4 %  
La crise «avant tout nationale» ..... 5,4 %

Les principaux thèmes abordés dans les tribunes de *L'Humanité*. (On observe les mêmes tendances pour celles de *France Nouvelle*).

voir la diversion sur la question de la morale.

#### L'ORIENTATION ET LE RECENTRAGE DES DISCUSSIONS

Au fil des tribunes se précise ce qui sera l'essentiel des débats au congrès. Cette fois, c'est la nouvelle stratégie d'union qui sera au cœur des travaux du congrès, comme en témoigne la très nette prédominance des tribunes consacrées à l'union de la gauche et à la stratégie du PCF (voir tableau). Le poids accordé au rôle du PCF dans l'entreprise et au fonctionne-

ment de ce parti révèlent bien la nécessité pour le PCF de réaffirmer sa spécificité en opposition au PS. Des doutes risquant de subsister sur le «bilan globalement positif des pays socialistes» (l'URSS et ses satellites), la question ne pouvait être négligée. Deux ou trois tribunes viennent contester l'affirmation du projet de résolution, une dizaine enfonce ces critiques.

Cependant, la répartition du nombre des tribunes par thème de discussion ne suffit pas à déterminer l'importance des thèmes. Ainsi le PCF met en valeur des questions secondaires propres à réaliser la plus grande unité derrière la direction, en suscitant la polémique ou en utilisant des concepts creux comme caisse de résonance : voir les séries sur la morale et sur la «guerre idéologique». Le bilan de ces tribunes se résume simplement : il est globalement favorable aux thèses de la direction. Le congrès, dans lequel Colpin a garanti qu'il n'y aurait aucun «contestataire», jouera le même rôle.



# 4 MAI 1919, IL Y A 60 ANS, L'EVEIL DE LA CHINE

4 mai 1919 : les grandes puissances qui se partagent le monde en négociant le Traité de Versailles après la première guerre mondiale donnent de nouveaux droits au Japon sur le territoire chinois. Un vaste mouvement de protestation où la jeunesse intellectuelle se trouve à l'avant-garde, éclate dans tout le pays : manifestations d'étudiants, boycott des produits étrangers, grèves ouvrières.

Après l'échec de la révolution de 1911, le pays étant dépecé par les «seigneurs de la guerre» et toujours soumis aux pressions impérialistes, ce mouvement est l'occasion d'un vaste débat sur la nature de l'impérialisme, les idées féodales et les traditions. C'est toute une génération qui rejette la tradition sclérosante et la mainmise occidentale pour affirmer son projet d'une Chine nouvelle indépendante qui s'emparerait des valeurs positives de l'étranger, la démocratie et la science. Au sein de ce mouvement, intervenant dix-huit

mois après la révolution d'Octobre 1917, se développe également l'influence du marxisme.

C'est à l'école du 4 mai 1919 que se sont formés Mao Zédong, Zhou Enlai, l'écrivain Lou Hsun, toute la génération des fondateurs du Parti communiste chinois. L'histoire de la Chine d'aujourd'hui s'enracine dans le mouvement du 4 mai : que ce soit le rôle de la jeunesse et ses rapports avec le peuple, les relations entre l'esprit de «compter sur ses propres forces» et l'utilisation des apports positifs de l'étranger, l'expérience du 4 mai permet d'appréhender de nombreux problèmes de la Chine de 1979.

Le grand écrivain chinois Pa Kin retrace cette période dans son roman autobiographique *Famille*, dont la traduction en français doit sortir aujourd'hui chez Flammarion-Eibel. Nous en publions en exclusivité des passages significatifs.

*«J'ai dit que le Mouvement du 4 mai 1919 m'avait enfanté. C'est lui qui m'a ouvert les yeux sur un vaste horizon, c'est lui qui m'a mis en contact avec des idées nouvelles par l'intermédiaire de journaux et de périodiques que je lisais avec avidité, c'est toujours lui qui m'a convaincu pour la première fois que l'ancien évoluerait vers sa mort, qu'il ferait place au nouveau, qu'une société nouvelle apparaîtrait avec la désagrégation inéluctable des familles féodales.»*

(Propos de Pa Kin recueillis par Régis BERGERON)

Pa Kin décrit l'état d'esprit de ses personnages au début du mouvement du 4 mai :

C'est alors que se déclencha le mouvement du «Quatre Mai». Les articles enflammés des journaux rappelèrent à Eveil du Nouveau son adolescence. Comme ses frères, il lisait avec avidité les nouvelles de Pékin rapportées par la presse locale, puis celles de la journée du rideau fermé, début juin, à Shanghai et à Nankin. Les quotidiens de la ville citaient des passages extraits de *Jeunesse Nouvelle* et de *Critique Hebdomadaire*. Il se procura à l'Office pour la circulation des livres chinois et étrangers, chez l'unique librairie qui vendait des œuvres modernes, la dernière livraison de *Jeunesse Nouvelle* et deux ou trois numéros de *Critique Hebdomadaire*. Chaque mot, telle une étincelle, allumait les passions des trois frères. Les idées originales, les phrases chaleureuses les entraînaient avec une puissance irrésistible, les persuadaient sans leur laisser le temps de la réflexion. Ils achetaient toutes les revues qu'ils trouvaient. Chaque soir, ils lisaient, sans même passer la rubrique «correspondance» ; parfois ils discutaient les problèmes soulevés. (...).

Le parc Shaocheng avait été choisi comme lieu de rassemblement. Lorsque Eveil de l'Intelligence et son camarade y arrivèrent, plusieurs groupes s'y trouvaient déjà. C'était dimanche, et il n'avait pas été facile de réunir les étudiants. De plus, certaines écoles avaient donné congé, en raison de l'approche du Nouvel An, de sorte que les assistants étaient bien loin d'atteindre l'objectif habituel des manifestations étudiantes ; ils étaient néanmoins plus de deux cents.

## Le 4 mai

### dans «Famille» de Pa Kin

Le ciel devint gris. Des lampes s'allumèrent. La longue colonne se mit en marche vers la résidence du gouverneur. (...).

Plus tard, Eveil du peuple, l'un des personnages, participe à une manifestation contre la répression : les étudiants vont protester devant la résidence du gouverneur :

(...) Il faisait nuit quand ils parvinrent devant la résidence du gouverneur. A mesure que l'obscurité gagnait, les esprits étaient plus tendus. Tous éprouvaient une bizarre impression ; ils se sentaient enveloppés non seulement par les ténèbres du ciel, mais aussi par celles de la société et de la politique ; avec leur ardeur juvénile, ils luttaient contre tout cela, seuls, parmi la foule indifférente.

Quand le cortège déboucha sur la place, un rang de soldats attendait, fusil en main. La pointe des baïonnettes menaçait le ventre des arrivants. Impassibles, les hommes du service d'ordre regardaient les étudiants qui réclamaient le droit d'entrée, en criant à pleins poumons. Ils ne baissaient pas leurs fusils. Les deux partis demeurèrent un moment face à face ; puis les jeunes gens choisirent huit délégués qu'ils chargèrent des négociations. Ces délégués furent repoussés par les soldats. Un sous-officier s'avança et déclara sans aménité : «Son Excellence le gouverneur est rentré à son domicile particulier. Retournez chez vous, s'il vous plaît». Les autres tentèrent de parlementer. Si le gouverneur était absent, pourrait-on voir le secrétaire général ? Le sous-officier hochait froidement la tête ; il incarnait l'autorité, à lui seul ; il était capable de faire front à tous ces garçons !

Quand les délégués rapportèrent la nouvelle de leur échec, un tumulte s'éleva : «Il faut que le gouverneur lui-même nous reçoive». «En avant ! en avant !». «Si le gouverneur n'est pas là, faites sortir le secrétaire général ! «Forçons l'entrée coûte que coûte, entrons d'abord !». Mille cris retentissaient. Les têtes innombrables s'agitaient. Certains se mirent en



effet à foncer mais furent retenus par d'autres. Un délégué hurla :

— «Camarades, du calme, de l'ordre ! Nous devons observer l'ordre.»

— «De l'ordre ! de l'ordre !» répondirent plusieurs voix en écho.

— «Je m'en fous de l'ordre ! Entrons de force !»

— «Impossible, ils ont des fusils.»

— «De l'ordre, de l'ordre, écoutons nos délégués !»

Les clameurs s'apaisèrent peu à

peu. La pluie tombait en gouttes fines.

— «Camarades, les soldats ne nous laissent pas entrer, le gouverneur ne veut envoyer personne pour nous recevoir. Que faut-il faire ? Rentrer chez nous, ou attendre ici ?»

Le délégué qui criait à tue-tête, commençait à avoir la voix enrouée. La réponse fut unanime :

— «Nous ne rentrons pas.»

Beaucoup s'exclamèrent :

— «Nous voulons voir quel-  
qu'un. Nous voulons obtenir un

résultat. Ne les laissons pas se jouer de nous.»

Le sous-officier s'approcha :

— «Il pleut, je vous conseille de retourner chez vous. Je vous promets de transmettre vos vœux à son Excellence. Vous aurez beau attendre toute la nuit, ce sera inutile.»

L'attitude était moins cassante que tout à l'heure. Un délégué transmit cette suggestion.

— «Non ! Non ! (le tumulte recommença puis s'apaisa de nouveau). Un autre prit la parole, en mettant ses mains autour de la bouche, en guise de porte-voix :

— «Bon ! tout le monde reste. Nous irons discuter posément, nous ne partirons pas sans résultat.»

Tous applaudirent, les délégués s'éloignèrent au milieu des acclamations. Cette fois, ils réussirent à pénétrer dans la résidence.

Perdu dans la foule, Eveil de l'Intelligence battait des mains avec frénésie. La pluie inondait ses cheveux. De temps à autre, il se protégeait les yeux ou s'abritait le front avec le poignet. Il n'arrivait pas à distinguer nettement les visages qui l'entouraient, mais il voyait les baïonnettes des soldats et les deux grosses lanternes qui se balançaient à la porte d'entrée de l'édifice gouvernemental. Il ne pouvait réprimer son indignation. Il voulait pousser de grands cris, mais il était oppressé par un étouffement. L'incident des étudiants rossés par des soldats était trop inattendu : malgré le bruit qui courait sur l'intention des autorités de mater les étudiants, personne n'arrivait à s'imaginer qu'elles puissent utiliser une méthode si méprisante ! «Pourquoi voudraient-elles nous mater de telle façon ? Est-ce à dire que l'amour patriotique soit un crime ? Que la jeunesse au cœur pur et sincère soit fléau de la nation ?» Il ne pouvait y croire. Le gong sonna au loin la seconde veille.

— «Pourquoi n'y a-t-il pas encore de nouvelles ? Pourquoi nos délégués ne sont-ils pas encore de retour ?» Des cris d'impatience retentirent parmi la foule qui s'agitait. La pluie tombait plus drue, fustigeant la tête, le visage et le corps des jeunes gens. Eveil de l'Intelligence était transi. Il eut un frisson. «Faut-il croire que je sois incapable de supporter un si petit désagrément ?» se dit-il. Il glissa ses mains dans ses manches et se redressa. Il voyait près de lui ses camarades, les épaules hautes, les cheveux mouillés collés au front, l'air résolu.

— «Si nous n'obtenons rien, dit l'un d'entre eux, nous ne quitterons pas la place ! Nous serons aussi courageux que les étudiants de Pékin. Quand ils partent pour faire de la propagande, ils emportent tout le nécessaire, au cas où ils seraient arrêtés, et mis en prison. Et nous, nous ne serions pas capables de rester debout une nuit ?»

Ces mots parvinrent très distinctement à ses oreilles. Il en fut ému au point de pleurer. Il regarda du côté d'où venait la voix, ses yeux brouillés de larmes ne lui permirent pas de voir. Ces paroles n'avaient rien d'extraordinaire. Il aurait pu les prononcer lui-même. Il oublia tout : la maison lumineuse, le lit chaud. Il sentait que si celui qui parlait lui ordonnait quoi que ce fût, il l'écouterait, même s'il devait se précipiter dans l'eau ou dans le feu. (...).

\*21 heures



## Une visite à la «semaine du travail manuel» L'ART ET LA MOQUETTE

«Pour favoriser le choix d'un métier manuel, il faut montrer des hommes fiers de travailler de leurs mains». Alors, plutôt que d'organiser des visites dans les usines (expérience tentée un moment mais vite abandonnée), Stoléru, secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs manuels, a choisi de confectionner sur mesure des «Semaines du travail manuel». Ainsi, celle qui se termine ce dimanche 6 mai offre aux visiteurs «une certaine idée du travail manuel», aussi séduisante que peu conforme à la réalité.

Première impression en mettant les pieds dans le Grand Palais qui abrite la III<sup>e</sup> semaine : l'absence de bruit. Certes l'architecture monumentale y contribue. Mais on comprend mieux en déambulant au milieu des stands, agréables à l'œil et à l'oreille : ici, c'est le triomphe de la moquette. Peu de machines, et apparemment choisies pour leur bas niveau sonore : pas de marteau-pilon, pas de reconstitution d'atelier textile (l'industrie textile n'est représentée que par la Fédération nationale des... maîtres-tailleurs).

Pas de bruit donc, mais aussi pas de fumées, pas de vapeurs nocives et malodorantes. Une propreté vraiment remarquable ! Ca brille, ça reluit, les blouses sont immaculées, exactement comme sur les belles

photos accrochées sur les panneaux des stands. Pas étonnant si dans un pareil décor, le stand de l'Association nationale pour l'amélioration des conditions de travail est à peu près désert : on a du mal à imaginer que des ouvriers puissent souffrir et mourir de maladies professionnelles.

### MÉTIER D'ART

Ce qui fait plaisir à voir c'est aussi la mine reposée de tous ces démonstrateurs : pas de travail à la chaîne, pas de cadences infernales, on travaille à son rythme, on fume tranquillement sa cigarette, on va discuter un moment. Nuançons tout de même : on rencontre parfois, surtout chez les jeunes réquisitionnés par leurs écoles,

des visages un peu moroses : lassitude de se donner en spectacle toute la journée. Mais ceci mis à part, il apparaît que le choix des participants a été soigneusement étudié : la plupart des jeunes démonstrateurs se déclarent convaincus de trouver du travail à la sortie de leur école. Leur certitude vient peut-être du caractère très particulier des métiers présentés dans la plupart des stands : faïence, poterie, céramique, ciselure sur bronze, modelage automobile, lutherie. C'est le monde des «meilleurs ouvriers de France» avec exposition de leurs «chefs-d'œuvre». Absolument remarquables. Mais on est loin de ce que trouveront les milliers de jeunes à la sortie du CES ou du LEP (ex-CET). La formation professionnelle en LEP est d'ailleurs largement sous-représentée ici, tandis que les écoles privées et centres d'apprentissage patronaux ont la part belle.

### «TRAVAIL ENRICHI»

Minoritaires, les stands de l'industrie sont surtout consacrés à l'aéronautique

(secteur de pointe) et à l'automobile. Peugeot a choisi de nous montrer ses postes de «travail enrichi», bien qu'ils ne concernent qu'une infime minorité de travailleurs : une ouvrière de Liffé se juge satisfaite d'avoir un travail qui dure une heure et non plus quelques minutes, même si la responsabilité qu'il lui confère (elle signe le moteur une fois fini...) ne lui rapporte que 150 F de plus par mois. Qu'il s'agisse des stands Peugeot, Chrysler, ou Citroën, pas de petit chef autoritaire à l'horizon, pas de nervis musclés, pas d'écho non plus de la répression antisyndicale. D'ailleurs l'idée même de syndicat est absolument absente de cet aimable salon du travail manuel. Les brochures diffusées généreusement ne se tuent-elles pas à nous expliquer que les patrons font vraiment tout pour satisfaire leurs travailleurs ? Celle de la CIAPEM, filiale de Thomson, est entièrement consacrée à «la revalorisation du travail manuel». Le stand est là encore centré sur des postes de travail enrichi et la brochure insiste sur la

formation donnée aux travailleurs. Pour la compléter, voici par exemple un texte soumis à la réflexion des stages-maison de formation professionnelle : «Les gens de maison qui se dévouent pour leurs maîtres parce que ceux-ci les ont considérés, sont des serviteurs fidèles. Pourquoi dans nos entreprises modernes ne pourrait-on pas avoir le même dévouement ?».

Dans l'espace clos du Grand Palais, le temps d'une semaine, on veut bien croire que Stoléru aura eu la conviction d'avoir matérialisé cette obsession patronale. Mais l'hirondelle ne fait pas le printemps, et une Semaine de Travail Manuel n'abolit ni le chômage, ni la répression, ni les luttes des travailleurs.

Claude ANCHER

## Stoléru crée 500 emplois... pour «la chasse au travail noir» !

Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au Travail manuel, a décidé de créer 500 emplois dans l'ensemble du pays pour «prévenir» le travail au noir. Pour bénéficier de l'aide de l'Etat prévue «pour les emplois d'utilité collective», les chambres de métier vont donc se constituer en associations gérées par le Préfet... De toute évidence, le développement du travail noir est lié à celui du chômage. D'après le bureau international du travail, il y aurait en France 800 000 personnes concernées... Le gouvernement prétend cette fois s'attaquer au gros gibier, aux officines plus ou moins spécialisées dans ces pratiques... Avec en prime une campagne d'affichage et de spots publicitaires à la télé.

## Rapport officiel sur l'avortement LA REACTION A COURS D'ARGUMENTS...



Alors que la campagne pour la libéralisation de l'avortement et le renouvellement de la loi Veil lors de la session parlementaire de cet automne s'intensifie, et que les partis bourgeois tentent de l'exploiter à leur profit dans les élections européennes, l'INED (Institut National des Etudes Démographiques) vient de publier un rapport sur l'avortement. Il y apparaît que contrairement à ce qu'annoncent les partisans de la loi répressive de 1920, suspendue pour 5 ans par la loi Veil en 1975, le nombre d'IVG (Interruption volontaire de grossesse) n'a pas augmenté avec la libéralisation intervenue, et que par ailleurs, la baisse de natalité est plus ancienne.

Selon l'INED il y aurait 250 000 avortements pratiqués chaque année en France. Encore que ce chiffre soit soumis à réserves, puisque seuls 134 173 ont été officiellement recensés. A noter que ce chiffre global, établi pour l'année 1976, correspond aux différentes estimations faites pour les années an-

térieures ou postérieures à cette date. En conséquence, l'idée comme quoi le nombre d'IVG aurait considérablement augmenté est fautive. Légalisé ou réprimé, les femmes ont recours de la même façon à l'avortement. Dans le deuxième cas cependant, les risques d'une mutilation ou d'un accident grave

augmentent de manière considérable.

Ce que fait également apparaître de façon criante ce rapport de l'INED, avec près de la moitié des avortements déclarés, c'est que même légalisé l'IVG est encore pratiquée de façon clandestine, devant les multiples barrières dressées pour faire obstacle à la loi Veil. Dans certains établissements ou départements, la loi reste impossible à appliquer. Ainsi, dans des départements comparables, le taux d'avortements passe du simple au triple, alors qu'il est établi que le nombre de demandes de ces interventions est également comparable. Il apparaît aussi que le nombre d'IVG enregistré dans cer-

tains établissements publics serait erroné, pour diverses raisons : quota à respecter, prix exorbitants...

Enfin, il apparaît : que l'âge moyen des femmes qui ont recours à l'IVG est de 28,6 ans ; qu'un peu plus de la moitié des femmes célibataires enceintes âgées de 15 à 25 ans pratiquent l'IVG ; que les étrangères y ont davantage recours que les Françaises, que l'absence d'activité professionnelle n'intervient pas, et que parmi les femmes mariées celles qui ont déjà trois enfants pratiquent le plus l'avortement.

Mais un élément d'importance de ce rapport est que ses auteurs affirment qu'il n'apparaît aucun lien entre la légalisation de l'avortement en 1975 par la loi Veil et la baisse de la natalité. Debré et le RPR devront déchanter. En effet cette dénatalité est antérieure à la loi de 1975, et même à celle qui en 67 libéralisait la contraception. Il en est ainsi dans tous les pays européens, et cette baisse est également enregistrée dans des pays tels l'Espagne et la Belgique où l'IVG reste réprimée.

Voilà au moins un rapport qui tombe fort à propos, au moment où les partisans de la répression de cette loi, encore très inégalement appliquée, entament une violente campagne. Cette dernière ne prend que plus d'ampleur avant les échéances électorales européennes de

juin. Le fait que cette loi porte le nom d'une tête de liste (UDF) devenait un argument supplémentaire à une utilisation loin des préoccupations des femmes. En l'occurrence il apparaît de façon plus urgente encore, non seulement d'exiger l'application de la loi, mais également son extension aux femmes étrangères non-résidentes et aux mineures, sans discrimination. De même qu'il est urgent qu'une large campagne d'information

sur la contraception soit entreprise, seul moyen efficace pour faire décroître le nombre d'IVG, qui restent un pis-aller.

Il faut aussi faire cesser cette campagne qui sous prétexte de dénatalité, ne considère la femme que comme «élément reproducteur», et se tait hypocritement sur les conditions d'existence faites aux masses dans la société capitaliste.

Pierre CHÂTEL

## 2<sup>e</sup> rencontre nationale des lycées et LEP les 5 et 6 mai

Les participants à la première rencontre nationale des 7 et 8 avril (lycéens de Grenoble, Lyon, Thionville, Blois, Paris etc...) ont décidé de se réunir à nouveau pour faire le point de la mobilisation dans les lycées après la rentrée de Pâques.

Cette deuxième rencontre aura pour tâche essentielle de dresser un bilan détaillé des luttes auxquelles ont participé les lycéens présents, de délimiter les obstacles à la poursuite du mouvement.

Elle devra faire des propositions pour concrétiser la lutte contre l'avenir de chômage, à deux mois de la sortie de l'école.

Elle devra également réfléchir aux moyens à mettre en œuvre pour dénoncer largement les mesures Beullac-Legendre et surtout pour préparer efficacement les luttes pour la rentrée 79 - 80.

La brochure issue de la première rencontre est disponible à l'adresse suivante :

B. Dalberto, 13 rue de Romainville  
75 019 Paris

La réunion aura lieu du samedi 5 mai, 14 h, au dimanche 6 dans l'après-midi. Lieu : Place des Fêtes, 9 rue Pré-Saint-Gervais, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Place des Fêtes. Tél : 209 93 22 (16 11).

Une permanence téléphonique sera tenue samedi après-midi au numéro suivant : (16-1) 508 82 86.



## GRANDE-BRETAGNE

## Un pouvoir érodé par les grèves

Par Frank ROUSSEL

Les grèves de cet hiver qui ont provoqué la remise en cause du «contrat social» ont contribué pour une bonne part à la chute du gouvernement Callaghan, à l'origine des élections du 3 mai. Le Parti travailliste aura eu bien du mal à faire le plein des voix ouvrières, qui comme celles des ouvriers de l'usine Dunlop à Speke, sont réticents à cautionner à nouveau les meilleurs gestionnaires de l'austérité de ces années passées. Les grèves de ces deux dernières années, comme en 1977 celles de Grunwick et de British Leyland (à nouveau en grève actuellement), celle de Ford en 1978 et les nombreuses grèves de l'hiver dernier ont fait une brèche dans le «contrat social», désormais remplacé par un «concordat» dont la portée est plus limitée.

En Grande-Bretagne, c'est le Parti travailliste, au pouvoir depuis 1974, qui a imposé aux travailleurs le «contrat social» en renforçant l'intégration des syndicats. Alors que la Grande-Bretagne était touchée par la crise, en pleine période de restructuration, le Parti travailliste au pouvoir s'est servi de ses liens organiques avec les syndicats (ils sont intégrés à ce parti) pour faire passer l'austérité bien mieux que ne l'auraient fait les conservateurs. Pour cela, il était nécessaire au gouvernement que les syndicats lui laissent les mains libres. Les directions syndicales ont parfaitement joué leur rôle, mais les ouvriers britanniques se sont alors appuyés de plus en plus sur les «shop stewards», délégués d'ateliers proches de la base, pour défendre leurs intérêts. Un grand nombre de «grèves sauvages» ont ainsi éclaté, échappant au contrôle de la bureaucratie syndicale. C'est ainsi que la fin 77 vit une vague de grèves sans précédent

sous un gouvernement travailliste, la plupart de ces grèves s'opposant aux limites de salaires fixées de 3 à 5 % par le gouvernement dans son «contrat social». Dès le 18 février 1977, 3 000 outilleurs de l'usine British Leyland à Cowley, près d'Oxford, avaient mené une grève dure pendant plusieurs semaines pour obtenir un salaire décent qui tienne compte de leur qualification. (Un outilleur en fin de carrière gagnait comme un manœuvre débutant 63,20 livres par semaine, soit 2 400 F par mois, pour un ouvrier hautement qualifié). Il faut souligner que les salaires britanniques restent les plus bas d'Europe de l'Ouest après ceux de l'Irlande. Les travailleurs de British Leyland durent affronter à la fois le patronat, le gouvernement et les syndicats, le TUC (Trade Union Congress, syndicat unique regroupant toutes les branches de l'industrie) étant opposé, au nom de la sauvegarde de l'économie britannique, à cette



«Les ouvriers de Dunlop contre les fermetures». Les ouvriers de Speke occupant le siège de la direction de Dunlop, ont reçu le soutien des ouvriers de la firme Dunlop-Pirelli en France et en Italie.

«grève sauvage» menée par les «shop stewards».

Juin 1977 marqua une étape dans un des plus longs conflits qu'ait connus la Grande-Bretagne ces dernières années, celui du laboratoire-photo Grunwick où de violents affrontements avec la police se produisirent alors que cette dernière tentait de forcer un piquet pour faire rentrer des jaunes dans l'usine. Le conflit, qui portait sur la réintégration de plusieurs travailleurs licenciés, deviendra un symbole de l'unité entre travailleurs britanniques et

travailleurs immigrés (ces derniers formant la majorité du personnel de l'usine). Alors que les arrestations de grévistes et les affrontements avec la police se poursuivaient, la solidarité grandit autour de Grunwick. Après les postiers qui, en automne 1976, avaient manifesté leur soutien en bloquant le courrier de l'entreprise, plusieurs syndicats dont le puissant syndicat des mineurs du Yorkshire, apportèrent leur appui aux grévistes. Au même moment, l'opposition au «contrat social» grandit : s'opposant à son renouvellement, le syndicat de la construction navale et mécanique, représentant 3 millions de travailleurs, votait une motion pour le retour immédiat à la libre négociation des salaires.

### «L'Etat-providence» l'Etat-patron

L'«Etat Providence», tel que le conçoivent les travaillistes, est censé apporter des améliorations à la condition des ouvriers, en s'appuyant sur un secteur nationalisé et en palliant aux insuffisances du secteur privé par un soutien financier actif de l'Etat. C'est dans le secteur public et nationalisé que l'état des restrictions salariales est le plus durement ressenti. A Liverpool, où les 18 000 ouvriers de British Leyland avaient fait grève plusieurs mois à la fin de l'année 1977, pour le maintien de l'emploi et la réduction des cadences sur les chaînes, la direction de l'entreprise a répondu en fermant l'usine et en licenciant 3 000 travailleurs, cela dans une région où il y avait déjà plus de 10 % de chômeurs. A la British Steel (sidérurgie nationalisée), la direction a annoncé la fermeture d'un certain nombre d'usines pour moderniser et réduire «l'excédent» de main d'œuvre. Malgré cela, la gauche du Parti travailliste a poursuivi son discours selon lequel les nationalisations «sous contrôle ouvrier» seraient une «étape vers le socialisme». Elle propose dans la stratégie économique, une restriction

sélective des importations, le contrôle de la sortie des capitaux et une augmentation de la consommation intérieure par l'injection de capitaux publics. Outre le doute qu'on peut émettre sur l'efficacité de telles mesures pour «sortir le pays de la crise», le «contrôle ouvrier», qui se ferait par le biais des appareils syndicaux, jouerait en faveur du gouvernement travailliste qui pourrait, comme il le fait déjà, demander toujours plus de sacrifices aux travailleurs.

En automne 1978, le congrès des TUC a renouvelé le contrat social et son blocage des salaires à 5 %, mais moins d'un mois plus tard, les 57 000 ouvriers des usines Ford se mettaient en grève pour obtenir une augmentation de... 25 %, bientôt suivis par les 26 000 ouvriers de Vauxhall qui rejetèrent les propositions salariales du gouvernement. Ceux de British Leyland débrayeront à plusieurs reprises en signe de solidarité. Après plus d'un mois de grève totale, les travailleurs de Ford firent plier la direction : celle-ci finit par accorder 16 % d'augmentation qu'obtinrent également les ouvriers de Vauxhall.

Devant le non-respect de ses consignes, le gouvernement a tenté de faire passer une loi appliquant des sanctions économiques contre les entreprises qui dépassent les limites salariales fixées. Mais au Parlement, les travaillistes furent lâchés par leurs alliés libéraux, nationalistes écossais et gallois, qui, démagogiquement, pour être mieux perçus aussi bien des travailleurs que des chefs d'entreprises concernés, votèrent avec les conservateurs contre le projet de loi. Les travaillistes furent minoritaires.

Le «Concordat» ne fixe plus de limites salariales précises mais stipule que le gouvernement et les syndicats devront se rencontrer régulièrement pour discuter ensemble des augmentations de salaire qui ne «mettent pas en danger l'économie du pays» et qui maintiennent le taux d'inflation dans des limites «supportables».

## LA CRISE LA PLUS SÉRIEUSE DEPUIS LA GREVE DES MINEURS DE 74 qui fit chuter les conservateurs

Déjà au moment des fêtes de Noël 1978, les cheminots et les municipaux observaient des mouvements de grève de 24 heures. Mais dans les premiers jours de janvier 1979, les ennuis vont sérieusement commencer pour le gouvernement travailliste. Un des syndicats les plus puissants du pays, le syndicat général des travailleurs du transport (T.G.W.U.) lance un mouvement de grève illimitée de ses routiers transporteurs de carburant. Ce syndicat ayant le quasi monopole des routiers syndiqués, cela signifiait à court terme la paralysie d'un secteur vital de l'économie. Devant l'efficacité des piquets de grève, plusieurs régions sont immobilisées : le Nord-Ouest autour de Manchester et les Midlands (Birmingham). Les piquets de grève placés dans les ports pétroliers empêchent le ravitaillement en carburant. Si la grève des transporteurs de carburant a duré seulement deux semaines et demie, celle des autres transporteurs s'est poursuivie au-delà avec la même détermination : 65 livres par semaine pour 35 heures. En ce qui concerne les transporteurs de carburant, les patrons ont cédé assez rapidement car c'est une denrée vitale. Malgré la campagne orchestrée par les médias contre les grévistes et malgré le «chômage technique» qui a touché 240 000 travailleurs britanniques en raison de cette grève, les ouvriers ont fréquemment exprimé leur solidarité avec les grévistes.

Après un mois, l'ensemble des camionneurs ont repris, les syndicats ayant manœuvré de concert avec le gouvernement pour organiser des négociations région par région, en commençant par les secteurs les moins combattifs. C'est ainsi que la plupart d'entre elles acceptaient 64 livres pour 40 heures (échouant sur l'obtention des 35 heures). Le Nord-Ouest qui a cédé en dernier, acceptait le 1<sup>er</sup> février dernier 65 livres, pour 40 heures. Parallèlement à cette grève des transporteurs, l'ensemble du service public : cheminots, employés des hôpitaux et de l'administration, organisait des journées d'action pour obtenir des augmentations de salaires.

### LES OUVRIERS DE DUNLOP ET DE BRITISH STEEL EN LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

3 000 ouvriers de British Leyland mènent une «grève sauvage» depuis trois semaines sous la direction d'un «shop steward» combatif, Roy Fraser, surnommé en 1977 le «hors-la-loi» pour avoir dirigé des grèves sans passer par les syndicats. La grève touche les outilleurs de l'usine de Cowley, ceux de Castle Bromwich et de Solihull, soit 3 000 ouvriers qualifiés qui réclament une parité des salaires entre les différentes usines du groupe. Un certain nombre de grèves ont lieu actuellement contre les licenciements (officiellement le nombre des chômeurs est de 1 300 000, il atteindrait en réalité 1 500 000). C'est le cas à Speke, dans le Nord-Ouest de l'Angleterre, qui a dû faire face à de nombreuses fermetures d'usines : British Leyland, GEC, Courtaulds, Unilever, chantier de réparation navale de l'Ouest, etc... et où les 2 400 ouvriers de l'usine Dunlop sont en grève contre la fermeture de l'entreprise. Le comité d'action de grève de cette usine a menacé Callaghan de l'abstention dans la région, si le gouvernement n'empêchait pas la fermeture de l'usine. Une journée de grève a été suivie au mois de mai par tous les ouvriers des usines Dunlop de Grande-Bretagne. Des actions de solidarité ont eu lieu dans le groupe Dunlop-Pirelli, en Italie et en France.

Un ouvrier britannique déclarait récemment : «Dans un sens, il vaudrait mieux avoir les Tories (conservateurs) au pouvoir ; les travaillistes sont nos ennemis, mais ils ne sont pas reconnus comme tels. Tandis que, quand les Tories sont au pouvoir, tout le monde peut voir où se trouve l'ennemi. C'est plus facile de lutter. Bien sûr, jamais je ne voterai pour les Tories». Ce témoignage est significatif : il souligne les limites du mouvement ouvrier britannique, bien que les travaillistes commencent à être démasqués.



# LA CISORDANIE FACE AUX PRETENTIONS DE BEGIN

## Mot d'ordre de grève générale pour le 15 mai

A peine les instruments de ratification du traité israélo-égyptien échangés, Begin a réaffirmé avec le langage qui n'a jamais cessé d'être le sien, celui de la violence, sa volonté d'imposer la colonisation sioniste. Ainsi, les cérémonies qui se sont déroulées le 2 mai, pour célébrer le trente et unième anniversaire de la création de l'Etat d'Israël, marquées notamment par des manifestations de colons sur leurs nouvelles implantations, ont eu la caution du premier ministre israélien. Celui-ci n'a nullement remis en cause les récentes colonies de peuplement «sauvage», implantées en Cisjordanie par les fanatiques religieux du «bloc de la foi». Affirmant qu'*«il n'y aura jamais plus de frontières»* entre Israël et la Cisjordanie, qu'il considère comme partie intégrante de l'Etat d'Israël, Begin vient par ailleurs, de déclarer que *«la ligne verte (frontière de 1967) a disparu à jamais. Nous voulons coexister avec les Arabes*

*en Israël sous le régime d'autonomie. Ainsi, Juifs et Arabes devront vivre ensemble en Judée et en Samarie (Cisjordanie moins Jérusalem - NDLR) comme ils le font à Jérusalem, à Jaffa et à Haïfa»*. «Ensemble», c'est-à-dire sans occupation sioniste, comme l'a rappelé Begin, jeudi, en affirmant que, l'autorité autonome élue ne disposerait que de «pouvoirs administratifs».

Cela augure bien des négociations qui doivent s'engager à la fin de ce mois entre les autorités égyptiennes et les autorités sionistes au sujet de cette «autonomie». Bien entendu, Begin se sent fort des dernières déclarations de Sadate, déniaient toute reconnaissance à l'OLP et condamnant les Etats arabes.

Faisant écho au discours de Sadate prononcé mardi, Begin a rendu hommage au chef de l'Etat égyptien. Les propos de Sadate critiquant l'opposition de

l'ensemble des pays arabes au traité israélo-égyptien et affirmant que cela ne l'empêchera pas d'*«aller de l'avant dans la voie de la paix avec Israël»* ont été fortement appréciés par Begin qui n'a pas hésité à déclarer : *«Ce sont là des fortes paroles qui ne peuvent manquer de susciter en Israël une vive satisfaction, je dois même dire une joie réelle. Car sans l'Égypte, les autres pays arabes ne sauraient mettre notre existence en danger... La question de notre survie ne se pose plus»*.

Selon Begin, l'occupation sioniste, avec son cortège d'expropriations, d'emprisonnements et de tortures pour la population palestinienne, devrait donc se perpétuer dans les territoires occupés depuis 67, comme elle se maintient dans l'ensemble de la Palestine. Mais ce serait compter sans la résistance du peuple palestinien. Ainsi mercredi, des maires et des représentants des municipalités de Cisjordanie

ont défilé dans les rues de Naplouse, avant d'aller remettre au gouvernement militaire une lettre de protestation contre les dernières confiscations de terres et les nouvelles implantations. Un mot d'ordre de grève générale a été lancé pour le 15 mai et il a été décidé de créer des comités chargés d'étudier la riposte à apporter aux projets d'implantations sionistes. Au cours d'une réunion, les élus de Cisjordanie ont dénoncé les propos tenus par Sadate selon lesquels l'OLP ne représentait pas la population de Cisjordanie et de Gaza. Ils ont réaffirmé que l'OLP est le seul représentant de tout le peuple palestinien. D'autre part, un étudiant palestinien a été grièvement blessé par balles par un fanatique du groupe d'extrême droite «bloc de la foi» («Goush Emounim»), alors qu'il manifestait avec ses camarades de l'Université de Bir Zeit, contre l'occupant, en brandissant des drapeaux palestiniens.

## Si l'Afrique du Sud intervient au Zimbabwe

# UNE MISE EN GARDE DU PRESIDENT DE LA ZANU

Dans une déclaration au Monde, Robert Mugabe, leader du mouvement de libération nationale du Zimbabwe, président de la ZANU et co-président du Front patriotique, a souligné à propos des élections organisées par le pouvoir raciste : *«Nous avons dit que nous combattrions les élections et nous l'avons fait. Mais, combattre les élections ne veut pas nécessairement dire tirer sur les gens : c'est au contraire les mobiliser. Et nous avons réussi à le faire»*.

Parlant du nouveau régime, Robert Mugabe estime : *«Le régime semble maintenant entre des mains noires, mais c'est toujours le régime des colons. Un monstre, que sa tête soit noire ou blanche, reste un monstre (...)*

Evokant ensuite l'attitude de l'Afrique du Sud, le président de la ZANU

indique : *«L'Afrique du Sud, dont les positions dépendent des pressions ou de l'absence de pressions de la part des pays occidentaux, soutiendra vraisemblablement le nouveau régime et continuera son aide, au moins au niveau actuel. Je pense qu'elle sera un des premiers pays à reconnaître le nouveau régime. Dans ce cas, elle pourrait prétendre aider un gouvernement légitime et lui envoyer ainsi, beaucoup plus ouvertement, des troupes»*.

Robert Mugabe évoque

alors les conséquences qui, selon lui, pourraient en découler : *«Nous continuerons à demander à nos amis et à nos alliés une aide matérielle et humanitaire. Mais si l'Afrique du Sud intervient ouvertement au Zimbabwe, en envoyant des troupes comme elle l'a fait en Angola, alors nous serions en droit de chercher une assistance en hommes ailleurs. Notre premier appel sera dirigé vers l'Afrique, et je crois qu'elle aura alors le devoir de venir à notre aide. Dans un premier temps, nous*

*ne chercherons pas de troupes hors d'Afrique»*. Mugabe se prononce en faveur de la constitution d'un «haut commandement interafricain» et ajoute : *«Si nous pouvons faire en sorte que certains grands pays comme le Nigéria, l'Égypte, les pays de la ligne de front agissent dans le même sens, je ne vois pas comment les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pourraient aisément opter pour le régime de Salisbury aux dépens de leurs relations avec l'Afrique»*.

## ● Afrique du Sud : le régime raciste procède à 5 nouvelles exécutions

Mercredi matin, le régime raciste de Pretoria a procédé à 5 nouvelles exécutions, portant à 42 le nombre de Noirs pendus en Afrique du Sud depuis le début de l'année. 4 des suppliciés de mercredi sont accusés officiellement d'avoir tué deux Blancs. Les racistes n'ont pas annoncé à l'avance ces dernières exécutions pour empêcher le mouvement de solidarité internationale qui s'était développé à l'occasion de l'exécution il y a un mois d'un militant de l'ANC Solomon Malangu.

## Les rencontres diplomatiques se multiplient à propos du Sahara occidental

A l'occasion de sa visite en Algérie, le premier ministre espagnol a rencontré une délégation du Front Polisario. A la suite de ses entretiens avec les responsables du Front, Suarez a rappelé au cours d'une conférence de presse *«le droit à l'autodétermination des populations sahraouies, conformément aux résolutions des Nations Unies et de l'OUA»*. «Nous nous trouvons» a-t-il ajouté *«devant un problème de décolonisation auquel il faut trouver rapidement une solu-*

*tion juste et globale»*. Le chef du gouvernement espagnol a démenti l'existence d'une concertation entre Paris et Madrid, en précisant toutefois qu'il donnait une priorité à la question du Sahara occidental *«dans le programme des conversations que je dois avoir prochainement avec M. Raymond Barre»*.

Faisant le point sur l'état des relations entre le Front Polisario et la Mauritanie, le ministre sahraoui de l'information a estimé qu'*«aucun geste concret n'est*

*venu matérialiser la volonté de paix que le régime mauritanien du 10 juillet a proclamé»*. Il a également précisé que les négociations avec Nouakchott *«ne peuvent intervenir que dans le cadre de l'accord de Tripoli et conformément aux dispositions qu'il consigne, aux termes desquelles la Mauritanie s'engage à restituer la partie du territoire sahraoui qu'elle occupe et à engager le 26 mai prochain des négociations avec le Front Polisario pour arrêter les modalités pratiques de cette resti-*

*tution»*.

D'autre part, le lieutenant-colonel Bouceif, premier ministre mauritanien, est arrivé mercredi soir à Paris où il s'entretiendra avec Giscard. Mardi, à Nouakchott, le chef du gouvernement mauritanien a pu rencontrer les généraux Olusegun Obasanjo et Moussa Traoré, présidents du Nigéria et du Mali, chargés par le «comité des sages» de l'OUA sur le Sahara, d'une première prise de contact avec les pays concernés par le conflit.

## Nouvelles de RFA

Par Anne RHEIN

Accord tarifaire dans l'imprimerie, malgré le mécontentement de nombreux syndicalistes

Avec l'accord tarifaire négocié entre les capitalistes du Livre et la direction de l'IG Druck (syndicat des imprimeurs), les négociations tarifaires se sont terminées pour cette année, pour les branches industrielles les plus importantes, ainsi que pour la fonction publique. 6,5% d'augmentation salariale, la semaine de 35 heures sans baisse de salaire, 5 journées de travail dans toutes les entreprises, et une amélioration des conditions de travail pour les délégués syndicaux, telles avaient été les revendications du syndicat. Pour manifester leur volonté de lutte pour la semaine de 35 heures, des travailleurs du Livre à Munich, Francfort et Düsseldorf avaient organisé, encore la veille de l'accord, des grèves d'avertissement.

Mais malgré les déclarations en apparence combatives de Mahlein, dirigeant du syndicat du Livre qui, après la grève des sidérurgistes, avait affirmé que l'IG Druck maintiendrait la revendication des 35 heures, les dirigeants syndicaux ont maintenant reculé face à l'intransigeance patronale. Comme dans la sidérurgie, la métallurgie, la chimie et la fonction publique, ils ont donné leur accord au maintien de la semaine de 40 heures jusqu'en 1983, contre une augmentation salariale très modeste (4,5 % et 5,5 % pour les catégories salariales les plus basses) et la prolongation des congés payés.

Bon nombre de syndicalistes ont, avant l'élaboration de cet accord, exprimé leur mécontentement et reproché aux dirigeants de l'IG Druck de ne pas envisager ne serait-ce que les actions de lutte les plus modestes. Là-dessus, la réponse des dirigeants syndicaux a partout été la même : *«Bien sûr, la grève est l'unique moyen pour imposer les 35 heures, mais, s'il y a grève, il y a lock-out, et le lock-out sera la catastrophe pour l'IG Druck déjà fortement endettée depuis les dernières grèves dans l'imprimerie»*. Ainsi, ils ont contribué à répandre le pessimisme et la résignation parmi les syndicalistes.

Si, dans les négociations tarifaires de ce début 1979, et grâce notamment à la grève des sidérurgistes de la Ruhr, les travailleurs allemands ont obtenu certains acquis, comme en particulier les six semaines de congés payés, les conditions de la lutte contre la baisse du pouvoir d'achat et pour la réduction du temps de travail ont été rendues plus difficiles. Seules les luttes menées indépendamment des appareils syndicaux pourront maintenant faire déboucher les luttes. Le mot d'ordre de la confédération syndicale DGB sur le «Travail pour tous dans une Europe du progrès social» ne saurait tromper là-dessus.

La fin de la «stabilité des prix» en RFA

L'expertise des instituts économiques de la RFA prévoit pour la seconde moitié de l'année 1979 une hausse de prix de 4% - hausse importante si l'on considère le taux d'inflation relativement faible de 2,5% pour l'année 1978, et surtout si l'on se réfère aux augmentations salariales fixées dans les derniers accords tarifaires qui ont amené une baisse très sensible du pouvoir d'achat des ouvriers et des familles populaires. Déjà, les prix ont augmenté pour les tarifs des PTT, pour l'essence et le fuel, les assurances de voitures, pour la radio et la télé, ainsi que pour beaucoup d'aliments. Une augmentation de 1% de la TVA est prévue pour le 1er juillet, augmentation qui va se répercuter immédiatement sur les biens de consommation courante.

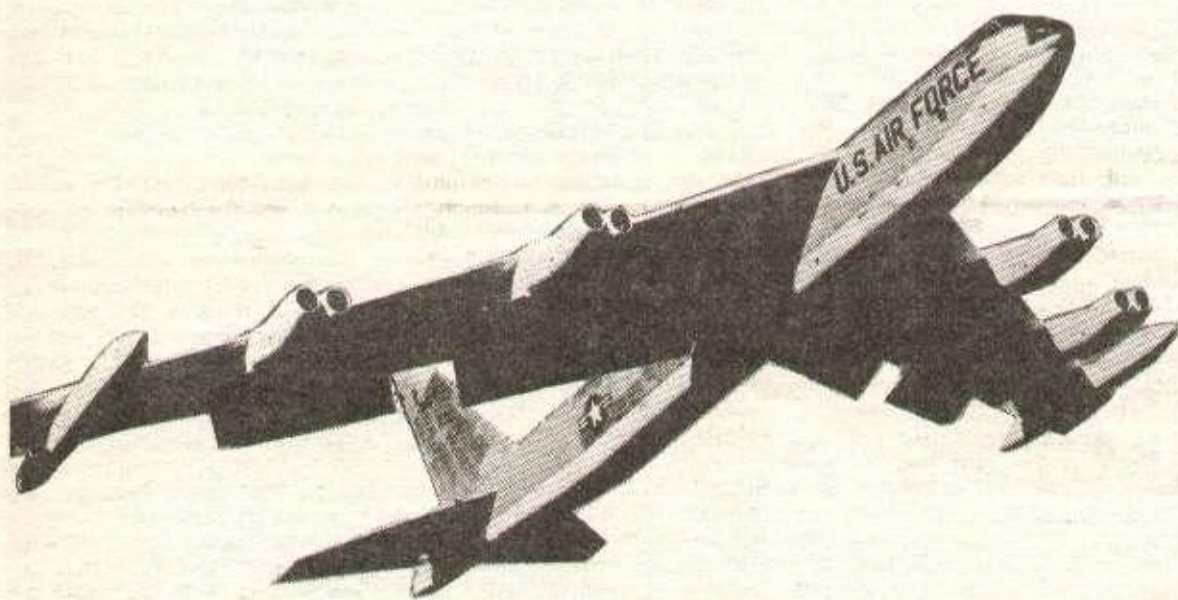
Le flicage de contestataires continue - et se perfectionne

Un différend entre le ministre de l'intérieur Gerhard Baum, et le chef du Bundeskriminalamt (Office criminel fédéral) Herold a mis à jour récemment dans quelle mesure les citoyens de l'Allemagne de l'Ouest sont soumis au flicage : l'ordinateur central du Bundeskriminalamt emmagasine à lui seul les informations sur 3 millions d'Allemands - et on ne peut que spéculer sur les résultats de recherche obtenus par les services des Länder... On sait pourtant que des enquêtes ont été effectuées sur 1,5 million de candidats à un poste dans la fonction publique depuis 1972, date d'entrée en vigueur du décret contre les «extrémistes».

Ce n'est pas la première fois que les ordinateurs supersophistiqués du Bundeskriminalamt font parler d'eux - et des informations qu'ils réunissent. Ainsi, sont fliqués ceux qui empruntent certains livres dans des bibliothèques publiques ou qui, lors du passage d'une frontière allemande, se trouvent en possession de journaux et documents «extrémistes» ; ceux qui font un voyage dans un pays de l'Est, ceux qui rendent visite à des prisonniers politiques ; ceux qui militent dans des organisations révolutionnaires, dans le mouvement antinucléaire ou qui, tout simplement, ont été dénoncés pour des raisons souvent très fantaisistes au moment où la campagne «anti-terroriste» battait son plein. Presque inutile de souligner que, une fois emmagasinées par l'ordinateur du Bundeskriminalamt, ces informations y restent !



## Psychiatrie politique aux USA



Un pilote américain peut-il se poser des questions sans être fou ?

■ 1966, sur une base américaine en Angleterre. Presque tous les mois, des pilotes de Phantom partent pour la guerre du Vietnam, ravis d'aller jouer à la guerre, la vraie, de manier les armes les plus modernes, au lieu de rester en alerte sur une base nucléaire. « On va casser du Viet ! » « Se marrer un coup ! » « Vivement le napalm ! » Quelques-uns déjà revenus bavardent parfois.

Un des officiers du contrôle des systèmes d'armement nucléaire, lui, commence à se poser des questions. Son imagination travaille : il y a des failles dans le système de contrôle. Un simple pilote peut, de sa seule volonté, décoller avec son avion chargé de missiles nucléaires, en temps de guerre. Décidé à quitter l'armée, il passe une visite médicale à l'hôpital et discute par hasard avec un éducateur qui l'envoie dans un service de psychiatrie. Les psychiatres dans l'affaire, ne sont pas médecins. Ils cherchent à neutraliser politiquement Berglund, à l'empêcher d'exprimer son point de vue sur le Vietnam. « Un matin de bonne heure, je pénétrai dans le service psychiatrique. Une femme en uniforme blanc m'accueillit en ces termes : « Lieutenant, vous êtes un homme très mala-

de. Je veux que vous preniez un tranquillisant ».

Dans un premier temps, ils cherchent à le culpabiliser, non pas à le guérir, mais à le persuader qu'il est malade. A son arrivée à Washington, ils le bourrent de tranquillisants, l'isolent complètement, lui font suivre des « entretiens avec le docteur » qui sont de véritables interrogatoires policiers : il n'a ni la possibilité de les refuser, ni la possibilité d'en sortir ; en fait, il ne peut que taper sur la table pour exiger que cela cesse, et c'est de cela qu'ils se servent pour prouver qu'il est fou.

C'est d'une véritable lutte entre la volonté des docteurs et celle de Berglund qu'il s'agit.

Il y a des failles dans le système et cela coûte cher de réduire quelqu'un à néant, il y a des limites à ne pas dépasser, on ne peut jamais être sûr du résultat, etc. Le psychiatre de Berglund n'est pas si convaincu des arguments qu'il doit lui servir, il peut subir une contre-visite... Au bout de six mois, l'armée décide de le laisser tranquille, il sort de l'hôpital.

On ne suit pas très bien quelle est l'évolution de Berglund à ce moment-là. Il semble avoir oublié le Vietnam. Il voyage en

Europe, s'intéresse à la littérature, il donne des conférences sur son expérience, mais qu'en fait-il ? Il n'envisage la guerre atomique que comme l'holocauste final, une faille dans le système, un suicide collectif. Après sa sortie il réclame et

obtient en partie une enquête officielle sur les systèmes de sécurité des armes nucléaires. De même il semble tenté à plusieurs reprises de passer à l'Est, il commence à le faire et s'arrête au dernier moment sans qu'on comprenne ni pourquoi il commence, ni pourquoi il arrête.

Il se limite à une critique pacifiste, « marginale », hippie du « système », qu'il voit à la fois tout-puissant et plein de failles. Il est très étonné que les hôpitaux psychiatriques servent ainsi à briser les idées d'un jeune officier, sans se douter une seconde que c'est le cas, à des degrés divers et avec des variantes, pour beaucoup de gens qui y passent. Il croyait que c'était réservé à l'URSS.

Son livre est assez difficile à lire, car malgré la simplicité de son écriture, il saute toujours d'un sujet à l'autre et revient sans arrêt en arrière. Plus ça va et plus son livre est confus. « La terreur règne, les jeux sont faits. Il faut s'y faire. Quelle blessure ai-je enfourché ? Vision piégée de la lune vague. Retrouver le cocon de la lune. S'abriter ». En fait, il varie simplement sur son état

d'esprit. Comment dans ce cas-là s'en sortir ?

J.P. GASCHIGNARD

LE DISSIDENT DU MONDE OCCIDENTAL

Par Gregory Berglund  
201 pages. Editions Le Seuil

### A signaler

HISTOIRE DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL 1848-1917  
Tome 2 : l'apport du léninisme  
Petite bibliothèque chinoise  
Editions du Centenaire  
221 pages - Prix : 26,50 F

LEXIQUE POLITIQUE DE LA CHINE CONTEMPORAINE  
Petite bibliothèque chinoise  
Editions du Centenaire  
390 pages - Prix : 38 F

Ce lexique est un recueil de notes explicatives du tome V des œuvres choisies de Mao Zédong, publiées en 1977 dans *Le Quotidien du Peuple* de Pékin.

## Des Juifs dénoncent l'État d'Israël

Deux livres viennent de paraître, mettant en valeur la dénonciation de l'État d'Israël et du sionisme par des juifs. Chaque livre a une optique différente. Celui de Michel Friedman est un recueil de témoignages de juifs d'Union soviétique qui, manipulés par la propagande sioniste, vont vers « la liberté », en Israël. Mais ils sont non seulement déçus, mais complètement horrifiés par la situation en Israël. Ils sont aujourd'hui parqués à Vienne, attendant leur retour en URSS, mais les autorités soviétiques font traîner cette situation. Dans plusieurs passages, Michel Friedman nous donne son avis personnel, moins radical face au sionisme que celui de ces familles qui ont goûté aux « libertés » israéliennes. Ces familles dénoncent la propagande sioniste en Europe, le racisme, l'antisémitisme en Israël et le manque de démocratie.

Le second livre est le témoignage d'une femme appartenant à la communauté juive orthodoxe de Jérusalem, les Netoura - Karta. Ruth Blau, l'auteur, dénonce le sionisme, l'opposant au judaïsme. Elle explique comment les dirigeants sionistes ont utilisé le judaïsme pour aggraver un peuple et

lui voler sa terre, alors qu'en même temps, ils mènent une guerre interne contre les religieux, antisionistes. Ceux-ci forment une communauté, leur chef n'a pas de passeport israélien, car il refuse cette autorité.

Ruth Blau l'affirme clairement : elle est antisioniste, et sa position s'explique par le fait que la communauté Netoura-Karta ne refuse pas de vivre en Palestine avec les non-juifs, mais elle veut vivre en tant que communauté religieuse, ayant le droit de s'exprimer. Ce n'est pas l'État sioniste qui le lui permet. Malgré tout, ce livre est trop axé sur la religion et les références religieuses pour être facilement accessible et peut choquer lorsqu'il oppose judaïsme à sionisme - laïcité. Ce livre reste quand même un témoignage d'une communauté religieuse juive opprimée dans l'État sioniste.

« Ils ont fui la liberté » par Michel Friedman aux éditions Encre.

« Les gardiens de la cité, Histoire d'une guerre sainte » par Ruth Blau éditions Flammarion 300 pages.

## Vient de paraître

LA RECREE VA FINIR par Bernard Leconte  
Editions Julliard 173 pages

À travers le portrait d'un vieillard, c'est une description du monde de la vieillesse dans notre société.

MALIKA OU UN JOUR COMME LES AUTRES  
Par Valérie Valère - Editions Stock 320 pages

Après « Le pavillon des enfants fous », c'est le deuxième roman de Valérie Valère, qui a 17 ans. Il s'agit ici d'un amour entre deux adolescents, saccagé par les adultes.

L'ANNEE 1978-1979 DE LA SCIENCE-FICTION ET DU FANTASTIQUE par Jacques Goimard  
Editions Julliard 315 pages

Pour tous ceux qui s'intéressent à la science-fiction et au fantastique, ce livre se veut être un guide des meilleures nouvelles publiées en France dans l'année, mais également des films, des bandes dessinées, des disques, etc.

LA PLUS HAUTE DES SOLITUDES  
Par Tahar Ben Jelloun - Editions Le Seuil  
179 pages - une réédition dans la collection Points

Poète et romancier marocain, ayant exercé trois ans au centre de médecine psychosomatique, Tahar Ben Jelloun témoigne de la misère affective et sexuelle des émigrés nord-africains.

LE TRAVAIL SOCIAL EN PROCES. L'AFFAIRE DES EDUCATEURS A NANTES. Intersyndicale CGT et CFTD des C.A.E. - Editions Federop 382 pages

Des éducateurs décrivent le lent cheminement vers leur licenciement et la dissolution de l'association de prévention de la ville de Nantes, les centres d'action éducative, et dans ce cadre, le procès intenté à l'un d'eux. Une contribution décisive à la lutte des travailleurs sociaux.

LIBEREZ LES COMMUNISTES par Hélène Parmelin  
Editions Stock 328 pages

Hélène Parmelin est membre du PCF depuis plus de 35 ans. Journaliste pendant 12 ans à *L'Humanité*, elle a démissionné en 1956, mais elle est restée membre du PCF. Hélène Parmelin considère son livre comme « un témoignage », « une réflexion », « un acte communiste ». « Je suis communiste donc je pense : c'est ainsi toutefois que je conçois mon appartenance ». Elle ne remet pas en

cause son appartenance au PCF. Mais elle pense qu'il est urgent de libérer le PCF du « stalinisme ». Afin qu'il puisse « jeter les bases d'un communisme débarrassé de l'ombre même du stalinisme ». Car pour elle, « ce qui se passe en Union soviétique, de la dépolitisation au Goulag, de l'antisémitisme à la liberté flouée, de la trahison du socialisme au mépris de l'homme dans son développement, et quelles que soient les transformations scientifiques ou industrielles, est infiniment plus grave, plus coupable et plus dommageable à l'homme dans le monde, que ce qui se passe d'effrayable dans n'importe quel pays fasciste. Parce que c'est au nom du socialisme... »

UNE CERTAINE IDEE DU COMMUNISME  
Par Jean Elleinstein - Editions Julliard 145 pages

Ce livre rassemble en fait les articles d'Elleinstein parus dans la presse, surtout dans *Le Monde* en avril 1978 et en février 1979. On trouve également l'entretien avec Herbert Marcuse publié dans *Paris-Match* en mars 1979. Précédant ces articles, un texte de Elleinstein sur la crise, la guerre, la gauche, le PCF.



## Nicaragua : la dictature en sursis

### FAILLITE POLITIQUE ET ECONOMIQUE

o La recrudescence des actions armées du Front sandiniste et l'intransigeance du dictateur Somoza qui affirme, imperturbable : « Je ne serai pas le Shah de l'Amérique latine, je resterai au pouvoir jusqu'en 1981 et je me présenterai aux élections ensuite », ont encore aiguillé la crise politique au Nicaragua, conduisant le pays au bord de la banqueroute économique. Entre Somoza et le peuple tout entier derrière le Front sandiniste, moins que jamais la négociation et les compromis sont possibles.

A l'initiative des Etats-Unis, une commission de médiation avait été formée avec la participation des USA, du Guatemala, de Saint-Domingue. L'intransigeance de Somoza, qui refuse de quitter le pays, a abouti au

retrait successif de ses membres, les Etats-Unis partant en dernier. A la suite de cet épisode, qui n'était qu'une intervention camouflée des USA, les partisans d'un dialogue avec Somoza et avec le Parti libéral au pouvoir se

sont réduits comme une peau de chagrin, après le départ du «groupe des 12», regroupant les leaders de l'opposition proche du Front sandiniste. Ceux qui restent et qui s'auto-proclament «centristes» ne sont qu'une poignée de capitalistes désireux, de concert avec les Américains, de sauver le somozisme sans Somoza. En revanche, avec la création du Front patriotique national, qui regroupe toutes les tendances depuis le «groupe des 12» jusqu'aux sandinistes, en passant par les diverses organisations populaires et syndicales,

l'opposition s'est structurée davantage et a intégré plus étroitement les masses nicaraguayennes, autour de l'objectif d'une «société populaire, indépendante et démocratique».

#### LE JEU TROUBLE DES USA : UN SOUTIEN A SOMOZA

D'un côté, les USA ont dénoncé à plusieurs reprises les violations des droits de l'homme au Nicaragua et ont annoncé leur intention de suspendre un certain nombre de prêts ou de ne pas les reconduire. Cependant, des intentions aux actes, il y a loin. Il s'agit d'un prêt de 20 millions de dollars qui devait être accordé par le Fonds monétaire international, et qui serait retardé.

D'autre part, divers témoignages concordent sur la demande faite par les USA à Israël de fournir rapidement des armes à Somoza. En novembre dernier, Somoza a reçu d'Israël des roquettes, de l'artillerie antiaérienne, 500 mitraillettes, 500 fusils d'assaut Galil, des munitions, des mortiers, des véhicules militaires et des vedettes de patrouille. Les Etats-Unis envisagent sans doute de lâcher Somoza, mais veulent éviter à tout prix sa défaite militaire, qui installerait les sandinistes au pouvoir. Enfin, jusqu'à il y a 15 jours, l'ambassadeur des USA, Maurice Solaun, était toujours en poste. Il vient d'y renoncer pour des «motifs personnels».

#### DES RUMEURS DE COUP D'ETAT

Les Etats-Unis ne sont pas non plus étrangers aux rumeurs de coup d'Etat qui ont circulé

2 Par Hélène VARJAC

avec insistance pendant l'absence de Somoza, en vacances aux Etats-Unis pour une semaine. Le «complot» a avorté, et il est difficile de savoir s'il émanait de militaires ultras ou d'officiers libéraux et populistes. Certains ont même avancé l'hypothèse qu'il avait été préparé par Somoza lui-même !

#### LA DEVALUATION DU CORDOBA

La monnaie nicaraguayenne, le cordoba, était artificiellement maintenue en parité fixe avec le dollar (7 cordobas pour un dollar), depuis des années. Somoza a dû le dévaluer brutalement, de presque 70 % ; le dollar vaut désormais 12 cordobas. Cette mesure affecte durement la bourgeoisie locale, très liée à l'import-export, et risque de détacher du régime les quelques soutiens qu'il a encore. Mais ce n'est là qu'un aspect de la banqueroute économique du régime. Les fonctionnaires ne sont plus guère payés, de même que beaucoup d'ouvriers. Somoza ne parvient plus à faire face à la dette de 900 millions de dollars qui pèse sur le pays. Bientôt, la Garde nationale elle-même ne pourra plus être payée. C'est là un élément qui pourrait être décisif dans cette armée de mercenaires vendus à la dictature et qui pourrait contribuer à la décomposer. Enfin, tout le pays est en état de paralysie économique du fait des destructions et des ravages opérés dans les villes et les campagnes, du fait aussi de la fermeture des frontières avec le Costa-Rica.

(à suivre)

## NOUVEAUX PREPARATIFS DE GUERRE VIETNAMIENS

Selon l'AFP, le chef d'état-major adjoint de l'armée populaire de libération de Chine, le général Wu Xiuquan, recevant une délégation de l'Institut français des hautes études de la défense nationale, aurait estimé les pertes du récent conflit sino-vietnamien à cinquante mille tués et blessés côté vietnamien, contre vingt mille côté chinois.

Hanoï, qui reste sourd aux propositions chinoises de négociations, se livre à de nouveaux préparatifs de guerre. Parmi ceux-ci, de nouvelles mesures visent les Vietnamiens d'origine chinoise. Alors que les provocations armées vietnamiennes à la frontière chinoise avaient été précédées par le début des expulsions massives de Vietnamiens d'origine chinoi-

se, à nouveau des pressions à grande échelle sont exercées contre cette partie de la population du Vietnam, jugée «peu sûre» notamment pour ses réticences à aller combattre au Cambodge ou sur la frontière chinoise. Les magasins de Hanoï tenus par les ressortissants d'origine chinoise sont progressivement fermés, ceux qui les tenaient contraints de s'exiler en payant de fortes sommes pour obtenir le droit de s'embarquer sur des bateaux de fortune. Ceux qui travaillaient dans l'administration perdent leur poste et, lorsqu'ils ne sont pas expulsés, se voient dirigés vers les «nouvelles zones économiques». Les dirigeants vietnamiens souhaitent disperser la population d'origine chinoise, dans le cadre d'un plan visant à briser toute

résistance intérieure et à renforcer l'embrigadement de la population pour poursuivre les conflits militaires dans lesquels le Vietnam s'enlise.

Au Cambodge, la radio «La voix du Kampuchéa démocratique» a fait état mercredi pour la première fois de la mort de soldats laotiens, tués par la résistance cambodgienne alors qu'ils combattaient aux côtés des troupes vietnamiennes. Ceci confirme l'engagement croissant du régime laotien — qui a reconnu le FUNSK fantôme de Phnom Penh — aux côtés de Hanoï. Les déclarations laotiennes contre une prétendue menace d'intervention chinoise servent ainsi à masquer la réalité de l'inféodation croissante du Laos à la politique hégémoniste régionale du Vietnam.

## CINEMA

### Le couteau dans la tête

de Reinhard Hauff (R.F.A. 1978)

Scénario et dialogues : Peter Schneider

Interprètes : Bruno Ganz, Angela Winkler, Hans Christian Blech

### UNE ALLEMAGNE EN QUÊTE DE SON IDENTITÉ

Cinéaste encore peu connu en France, Reinhard Hauff appartient au courant réaliste du nouveau cinéma allemand. Ses films sont souvent centrés sur un individu considéré dans ses rapports avec un certain système, l'un servant à l'autre de révélateur. Ainsi «*Mathias Kneissl*» est le face à face d'un bandit d'honneur et de la société bavaroise du début du siècle, et «*La déchéance de Franz Blum*», le seul de ses films que nous connaissons jusqu'ici, celui d'un jeune contestataire et du système carcéral.

Hoffmann, le personnage central du «*Couteau dans la tête*» est biogénéticien à Munich. Au cours d'une perquisition dans une Maison de jeunes où se réunissent des militants d'extrême-gauche mais où il se trouvait par hasard car il n'a aucune activité politique, il est grièvement blessé à la tête. (L'absence d'appartenance politique d'Hoffmann suggère que ce qui lui arrive peut arriver à n'importe qui, comme c'était le cas pour Katharina Blum dans le film de Schlöndorff). Il se réveille à l'hôpital amnésique, aphasique, à demi paralysé étroitement surveillé par la police qui le présente comme un dangereux terroriste, tandis

que l'extrême-gauche organise à son sujet une campagne d'information. Le film baigne dans une atmosphère pesante, celle d'un pays où la hantise du terrorisme peut, à tout moment, amener la police à intervenir dans la vie des citoyens (le scénariste Peter Schneider a, du reste, été un moment frappé d'interdiction professionnelle pour avoir écrit des articles politiques), il fait sentir aussi l'isolement de l'extrême-gauche.

Mais, plus que la peinture d'un climat politique et la dénonciation de la répression, le sujet du film est la reconquête par Hoffmann de son

corps et de son identité, combat pour réapprendre les gestes, le langage, pour retrouver qui il était et découvrir qui il peut devenir. Quête qu'il veut solitaire car il se sent manipulé presque autant par les contestataires que par la police et rejette l'image de lui-même que chacun cherche à lui imposer.

«*Comment un homme dont on exploite le destin du côté de l'Etat, comment cet homme réussira-t-il à surmonter l'épreuve ?*» (1), telle était, suivant Hauff la question à partir de laquelle le personnage d'Hoffmann a

été construit. D'après Hauff nous assistons «*au début d'une prise de conscience : Hoffmann est, au début du film, un petit bourgeois qui souffre de son impuissance vis-à-vis de l'Etat et de la politique mais qui se résigne (la première scène suggère qu'il joue parfois avec l'idée d'un suicide)... un homme que l'absence de perspective politique réduit à un comportement individuel... et qui, sous la pression des événements va être ramené à s'engager*». (1)

Mais la scène finale, plus ambiguë que les intentions de l'auteur, laisse en suspens la question de l'avenir

de Hoffmann. Cette scène marque-t-elle le début d'un engagement ou au contraire celui d'un repli sur soi au bout d'une quête purement individualiste ? Le geste d'Hoffmann n'est-il pas celui d'un homme poussé à bout et gagné à son tour par la violence ? Au spectateur de chercher la réponse.

Réponse d'autant plus importante que, si le film rend compte de l'épreuve d'un homme, il peut aussi, bien qu'il ne tombe jamais dans l'abstraction, s'interpréter comme une allégorie de l'Allemagne en quête de son identité.

Mais le film refuse de donner des leçons et ce n'est pas son moindre intérêt. Ajoutons qu'à ce scénario qui évite aussi bien le didactisme que le manichéisme correspond une mise en scène claire, rigoureuse, sans complaisance ni effet facile, et qui laisse le spectateur libre de juger.

Jeanne PERROT

(1) Interview de R. Hauff. *Image et Son* 336  
Bibliographie :  
D. Sauvaget - *Image et Son* 336  
A. Rémond - *Télérama* 1 521  
G. Langlois - *Ecran* 79, 78  
J. Siclier - *Le Monde* 10/3/1979



## DUNKERQUE

### 50 JOURS DE GREVE POUR LES CHAUFFEURS DE LA SADO

La Sado, entreprise de transport à Dunkerque (lignes régulières en sous-traitance et transport d'Usinor) en est à son 48<sup>e</sup> jour de grève (voir QdP des 5 et 24 avril).

Les revendications avaient été déposées début février et reposées à la fin du même mois : prime de vacances ; 13<sup>e</sup> mois, calcul des heures supplémentaires à la semaine etc. La quasi totalité des chauffeurs commence par des arrêts surprise de 24 heures où pour toute discussion, ils se font insulter par le patron.

Ils partent alors en grève totale : réaction de leur «patron de choc» qui va jusqu'à menacer leurs délégués : un licenciement au hasard, bientôt suivi de quatre autres (délégué du CE et de la CGT).

De plus un non-gréviste de choc, sur

les conseils du garage, fonce avec son car dans deux voitures et blesse sérieusement la femme d'un chauffeur.

Pour populariser leur grève, les chauffeurs informent les usagers, participent en les transportant aux manifestations des sidérurgistes et bloquent les principaux carrefours de Dunkerque.

Ils descendent à la foire de Lille dont le thème est précisément celui des transports, mais pas malheureusement, les conditions de travail de ceux qui les font marcher.

L'autre jour, ils interceptent deux bus que le patron a achetés pendant la grève et qu'il loue à Usinor sans chauffeur.

La lutte des «sado» commence à être connue, malgré les pavés de la direction dans *La voix du Nord*, qui les traite de pro-

vocateurs (sans doute parce qu'ils ont brûlé son effigie à l'occasion de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai).

Pour tenir dans leur grève, les chauffeurs organisent des braderies de vêtements itinérantes, achètent et revendent des moules, prospectent des excursions et louent des bus.

La solidarité se développe dans tous les secteurs comme aux Ciment Lafarge.

Ce qui compte, c'est que chaque jour rentre de l'argent.

Jeudi dernier, ils ont invité les responsables de la Communauté Urbaine de Dunkerque (CUD) et de la commission des transports afin qu'ils prennent leurs responsabilités et dissipent le brouillard dans lequel on veut les enfermer. Personne n'a daigné se déranger bien sûr ! Cela confirme ce qu'ils pensaient. A la CUD, on ne connaît pas (ou

plus !) la SADO. Pourtant ce sont eux qui ont la charge des transports qui ne se font donc plus normalement. Les cars des lignes régulières sont surchargés, ce qui entraîne pour les chauffeurs du travail supplémentaire. Leur moral n'est pas atteint. Pas plus que celui des femmes que le patron a embauchées l'année dernière à la suite d'une lutte victorieuse de 17 jours pour la réduction des horaires.

Il tentait ainsi de désamorcer les luttes dans une entreprise qui est à la pointe du combat et qui vient d'œuvrer à la coordination des syndicats du transport de la région dunkerquoise. Ils sont décidés à continuer, à refuser tous les licenciements et à obtenir satisfaction. Ils iront eux-mêmes montrer à la CUD qu'ils existent.

Corr. DUNKERQUE

## VICTOIRE DES CONSERVATEURS

### LA DROITE MUSCLEE AU POUVOIR EN GRANDE-BRETAGNE

Donnés largement favoris par les sondages au début de la campagne électorale, rattrapés ensuite, les conservateurs ont finalement remporté les élections britanniques avec une large avance.

Sans que tous les bulletins ne soient encore dépouillés, les extrapolations leur donnaient 335 sièges, contre 272 aux travaillistes. Ce score donne aux conservateurs une majorité suffisamment confortable pour qu'ils puissent gouverner sans rechercher d'alliances. Lié à ce succès, le deuxième élément important des élections britanniques est la stagnation des libéraux, et surtout le recul très sensible des na-

tionalistes gallois et écossais.

La volonté de changement a très certainement guidé le choix des électeurs britanniques : durant ces quinze dernières années, les travaillistes ont été au pouvoir pendant 11 ans, sans tenir les promesses grandioses formulées pendant les campagnes électorales. Traditionnellement soutenus par les syndicats, ces mêmes travaillistes n'en ont pas moins édicté un certain nombre de lois et de règlements qui vont à l'encontre des intérêts des travailleurs. Plus qu'une adhésion aux perspectives du parti conservateur de Margaret Thatcher, il semble bien

que ce soit l'usure et le discrédit des travaillistes qui aient abouti à ce changement de gouvernement.

Le gouvernement change donc, mais les problèmes restent les mêmes. Margaret Thatcher a cherché tout au long de la campagne à justifier sa réputation de «dame de fer», en mettant en avant des propositions qui, si elles venaient à être appliquées, constitueraient un incontestable recul pour la classe ouvrière britannique : interdiction des «piquets de grève secondaires», qui affectent les entreprises non directement touchées par un conflit, institution d'un vote à bulletin secret avant toute

décision de grève, comme en RFA, diminution des prestations sociales versées aux grévistes, et enfin limitation du monopole d'embauche des Trade Unions.

Elue sur ces bases, Thatcher ne peut pas ne pas tenter de mettre en application ses projets ; mais en le faisant, elle se heurtera nécessairement à une classe ouvrière qui sait être combative. Là réside certainement la principale difficulté du nouveau gouvernement britannique, puisque aussi bien, en matière de politique étrangère, les divergences entre travaillistes et conservateurs ne sont guère importantes qu'en paroles.

## SIDERURGIE

### 823 MILLIONS POUR SUPPRIMER 80 000 EMPLOIS

Tandis qu'à Paris, les conseillers économiques de Raymond Barre prenaient connaissance du rapport de Mme Devaud sur les options du 8<sup>e</sup> plan, et qu'ils se trouvaient devant des prévisions de 1 600 000 à 1 800 000 chômeurs pour 1983, à Bruxelles, la commission du Marché commun adoptait le «volet social» de son plan «anticrise» de l'acier. Les experts européens proposent de consacrer 823 millions de francs d'ici 1980 à éliminer 80 000 sidérurgistes en Europe. Ces aides

aux patrons devraient alimenter les mises à la retraite anticipée, la réduction du temps de travail, la limitation des heures supplémentaires et l'introduction de la 5<sup>e</sup> équipe. Pour être appliquées, ces mesures devront être approuvées à l'unanimité par le Conseil des Ministres des Neuf.

● La retraite anticipée. Elle pourrait être accordée à 55 ans aux travailleurs menacés de licenciement. L'âge ouvrant droit à cette mise à la retraite pourrait être abaissé dans certains

cas de travaux pénibles ou dangereux.

● La réduction du temps de travail. Elle est vue uniquement comme un moyen d'étaier la fermeture de certaines usines et d'éviter des licenciements massifs simultanés.

● La 5<sup>e</sup> équipe. Là encore, du point de vue patronal, c'est un moyen de mieux répartir le travail. Rien n'est dit sur les répercussions de ces mesures sur les travailleurs concernés, en particulier pour leurs salaires.

Par contre, les motiva-

tions sont claires : éviter des vagues trop puissantes, devant les licenciements prévus. On voit déjà aujourd'hui la division qui peut s'instaurer parmi les sidérurgistes avec les préretraites... Quant à la réduction hebdomadaire du temps de travail et l'introduction de la 5<sup>e</sup> équipe, il faudra particulièrement veiller à ce qu'elles ne signifient pas baisse de salaire, et passage en douceur à de nouvelles fermetures.

M.C.

## ● Suite de l'éditorial

Ce subtil jeu d'équilibre a permis à la direction de parvenir au 23<sup>e</sup> congrès sans trop de casse : les oppositionnels déclarés, pour entreprenant qu'ils soient, restent relativement peu nombreux, et on a vu des éléments pro-soviétiques ou des gens ouvertement sociaux-démocrates voter ensemble le même projet de résolution : chacun y avait trouvé matière à satisfaction !

Il reste qu'en politique, les équilibres de ce genre sont de courte durée. Comparativement aux autres partis bourgeois, le PCF tient sa force de sa cohésion. Or, au moment où elle tient son congrès, la direction du PCF n'a pas de perspectives claires, encore moins enthousiasmantes, à offrir à ses militants. Elle est obligée de forger son consensus sur la base de fragiles équilibres, et elle ne parvient pas à se débarrasser d'un noyau non négligeable d'oppositionnels. Autant d'éléments qui conduisent à penser que le 23<sup>e</sup> congrès sera un congrès de crise.

Nicolas DUVALLOIS

## ● Italie : au 2<sup>e</sup> jour de la campagne électorale

### GRAVE ATTENTAT A ROME

L'attentat perpétré jeudi matin à Rome contre le siège du comité romain de la Démocratie-chrétienne, a fait un mort et plusieurs blessés. A noter que l'attentat a eu lieu vers 10 heures du matin, en plein centre de la capitale. Le commando, auteur de l'attentat, composé selon les premiers témoignages d'une dizaine de personnes, a pu se retirer sans encombre, et échapper aux poursuites malgré l'intervention de la police.

L'attentat pourrait être le fait des «Brigades Rouges», si l'on se réfère au sigle (étoile à cinq branches) peint sur les murs du local de la DC.

Cet attentat marque «le commencement de la campagne électorale» disent certains observateurs qui font allusion aux troubles que suscitent la poursuite et le développement du terrorisme et l'exploitation politique qui en est faite. Ainsi, la DC semble décidée à exploiter au maximum l'attentat qui l'a frappée à Rome, 24 heures après l'ouverture de la campagne. Une fois de plus, elle entend, à cette occasion, apparaître comme le rempart irremplaçable de l'Etat et de l'ordre, ce qui l'exposerait d'autant plus aux agressions. Dans ces circonstances, les dirigeants de la DC veulent notamment faire admettre un projet de loi électorale qui leur donnerait un avantage net sur le PCI et serait présenté ainsi comme facteur de la «stabilité» des institutions.

## Elections européennes :

### ● UDF et PS en tête, dans le sondage *Figaro-Sofres*

Cinq semaines avant les élections européennes, *Le Figaro* publie un 3<sup>e</sup> sondage *Figaro-Sofres* sur les intentions de vote des électeurs. Les tendances relevées précédemment se renforcent : elles plaçaient en tête l'UDF et le PS. Ainsi, la liste de Simone Veil (UDF) obtient dans ce sondage 30 % des suffrages, celle de François Mitterrand 26 %, tandis que celle de Chirac descend à 17 % (moins trois points), et celle de Georges Marchais plafonne à 19 %. Il faut également noter que 30 % des personnes interrogées déclarent qu'elles peuvent encore changer d'avis...

#### HAUTES REMUNERATIONS : TOUJOURS PLUS HAUT

L'Assemblée nationale a décidé, mercredi, de lever les mesures de blocage de hautes rémunérations instituées, au

moins en principe, en 1977 et 1978. Désormais, les bénéficiaires de rémunérations de plus de 24 000 F par mois pourront de nouveau voir leur salaire augmenter. Ils devaient commencer à crier misère.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compté N°668 J  
CCPN°23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942